Abécédaire des 9 premiers mois d'action de Nicolas Sarkozy de François Fillon et du gouvernement

MARS 2008

Liste des mots clés

A Accès à la propriété
Agriculture
Alzheimer (plan)
ANPE/Unedic (fusion)
Audiovisuel public

B Banlieues
Bétancourt Ingrid
Bonus/malus écologique
Bouclier fiscal

C Capitalisme moral
Carte judiciaire
Carte scolaire
Chômage
Codéveloppement
Commerces
Contrat de travail
Coût de la vie
Coût du travail
Croissance
Culture

D Darfour
Déficit et dette publique
Délinquance des mineurs
Délocalisations
Départements
Dialogue social
Dimanche (travail le)
Diplomatie et relations internationales
Diversité
Droits de succession
Durée du travail - 35h

E École
Économie
Égalité hommes-femmes
Emploi des seniors
Engagement
États-Unis
Étudiants
Europe - présidence française
Europe - traité simplifié

F Familles
Fonctionnaires
Franchises médicales

G Gauche
Grenelle de l'environnement

H Handicapés
Heures supplémentaires

I Immigration choisie
Impôts
Institutions
Intégration réussie
Interdiction de fumer
Iran
ISF

J Jeunes

K Kadhafi

L Laïcité
Logement
Lutte contre le changement climatique

N Nouvelle manière de faire de la politique
Nucléaire

O OGM
Ouverture

P Pauvreté
Pêche
Peines planchers
Pénibilité du travail
Personnes âgées
Petites retraites
PME
Politique de civilisation
Poutine Vladimir
Pouvoir d'achat
Préretraites
Prix des carburants
Prix du gaz

R Recherche
Récidivistes
Redevance audiovisuelle
Réforme de l'État
Régimes spéciaux
Retraites
Revenu de solidarité active

S Salaire du Président
Salaires
Santé
SDF
Sécurité
Sécurité sociale professionnelle
Service minimum à l'école
Service minimum dans les transports
Services publics
Sincérité

T Transparence
Travailler plus pour gagner plus
TVA sociale

U Universités

V Vie privée

A

ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **La déduction des intérêts d'emprunt immobilier**
- **La maison à 15 euros par jour**
- **La possibilité pour les locataires de HLM de devenir propriétaires**

▶ Être propriétaire de son logement, c'est disposer d'une véritable assurance sur l'avenir, pour soi et sa famille.

▶ Aujourd'hui, seuls 56 % des Français sont propriétaires de leur logement. C'est beaucoup moins que chez la plupart de nos voisins européens.

▶ C'est principalement l'accession à la propriété des classes moyennes et des ménages à bas revenus qui s'est dégradée ces dernières années et qui appelle des mesures concrètes.

▶ Nicolas Sarkozy s'y était engagé : pour aider les Français à devenir propriétaires, les intérêts de l'emprunt immobilier destiné à l'acquisition d'une résidence principale peuvent être déduits de l'impôt sur le revenu durant les cinq premières années.

● Grâce à cette déduction, chaque année, une personne seule peut ainsi économiser 3 750 euros et un couple 7 500 euros. Cette mesure concerne tous les Français, qu'ils payent ou non des impôts (dans ce dernier cas, pour les plus modestes, le Trésor public leur donnera un chèque).

▶ Par ailleurs, le gouvernement va lancer très prochainement une « maison à 15 euros par jour », ce qui représente un forfait de 450 euros par mois. Cette mesure permettra aux ménages disposant d'un revenu équivalant à une fois et demie ou deux fois le Smic d'acquérir une maison individuelle de 80 mètres carrés au prix total de 108 000 euros sur vingt ans.

▶ **Enfin, Nicolas Sarkozy s'est engagé à permettre aux locataires du parc HLM de devenir propriétaires de leur logement.** L'accord signé, le 18 décembre dernier, par la ministre du Logement et de la Ville, Christine Boutin, et le président de l'Union sociale pour l'habitat, fixe un objectif de vente de 40 000 logements sociaux par an.

Voir aussi

Impôts, Logement

Ministres concernées :

Christine Boutin, Christine Lagarde

AGRICULTURE

EN COURS

A RETENIR

➲ **Bilan de santé de la PAC au second semestre 2008**

▶ Nicolas Sarkozy n'abandonne pas l'agriculture française, car :

- l'agriculture est essentielle à l'indépendance alimentaire de la France et de l'Europe ;
- l'agriculture crée de la richesse et des emplois ;
- l'agriculture est essentielle au dynamisme des territoires ruraux ;
- l'agriculture est indispensable à une gestion durable des espaces.

▶ **Il veut que les agriculteurs puissent vivre plus de leur production et des prix, et moins des aides, car les agriculteurs sont avant tout des entrepreneurs.**

▶ **La réforme de la PAC doit être préparée dès à présent.** Nicolas Sarkozy l'a rappelé durant la campagne : il faut, dès 2008, mettre la question de l'avenir de la PAC sur la table des négociations, sans pour autant remettre en cause la PAC actuelle avant l'échéance de fin 2013.

▶ Le bilan de santé de la PAC sera à l'ordre du jour de la présidence française de l'Union européenne au second semestre de cette année. La France défendra alors une agriculture française forte.

Voir aussi :

Pêche

Ministre concerné :

Michel Barnier

ALZHEIMER (PLAN)

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Plan Alzheimer 2008-2012**
- **1,6 milliard d'euros**
- **Aider les malades et les familles**

▶ La maladie d'Alzheimer est aujourd'hui un enjeu majeur de santé publique et appelle à un effort de solidarité. Plus de 800 000 Français souffrent aujourd'hui de cette maladie. Ce sont autant de familles déstabilisées et confrontées à un drame humain, qui doivent être soutenues et accompagnées.

▶ C'est pourquoi Nicolas Sarkozy a décidé de relever ce défi en lançant un grand plan s'adressant autant aux malades qu'à leurs familles. C'était une promesse de campagne.

▶ Ce grand plan voulu par le Président, mis en œuvre de 2008 à 2012, permettra aux familles touchées par cette maladie de surmonter l'épreuve qu'elle représente, mais aussi, à terme, d'enrayer la progression de la maladie d'Alzheimer.

▶ Le « plan Alzheimer » bénéficie de 1,6 milliard d'euros sur la période 2008-2012.

▶ Principaux points du « plan Alzheimer » :

- *développer la recherche sur la maladie* ;

● *améliorer l'accueil des malades dans les établissements* (aides financières de l'État vers les collectivités qui construisent des maisons d'accueil, personnels plus nombreux et mieux formés) ; 12 000 nouvelles places en établissement seront créées et les 18 000 déjà existantes verront leur personnel renforcé ;

● *soutenir les familles :* les places créées permettront notamment l'accueil de jour des malades (accueil pour une journée) ou l'hébergement temporaire (accueil pour plusieurs jours). Elles permettront donc de soulager les proches en leur donnant un « droit au répit », de quelques heures ou de quelques jours, en étant certains que le malade dont ils s'occupent n'est pas livré à lui-même ;

● *aider au maintien à domicile des malades* ;

● *renforcer la recherche médicale* sur la maladie d'Alzheimer ;

● *développer le dépistage précoce de la maladie* et la prise en charge spécifique des malades jeunes.

Voir aussi :

Franchises médicales, Santé

Ministres concernés :

Roselyne Bachelot, Xavier Bertrand, Valérie Létard

ANPE/UNEDIC (FUSION)

PROMESSE TENUE

A RETENIR

➲ **Fusion votée par le Parlement**

➲ **Meilleur service rendu aux demandeurs d'emploi**

▶ Actuellement, les démarches d'un demandeur d'emploi doivent être réalisées devant deux administrations distinctes :

● *aux Assedic* pour obtenir le versement de ses allocations chômage (organismes fédérés au niveau national par l'Unedic) ;

- *à l'ANPE* pour obtenir des conseils dans ses recherches et bénéficier d'offres d'emploi.

▶ **Avec la fusion de l'ANPE et de l'Unedic, promise par Nicolas Sarkozy pendant sa campagne, le chômeur bénéficiera enfin d'un guichet unique** pour son indemnisation et son accompagnement vers l'emploi. Cela simplifie ses démarches, lui fait gagner du temps et lui permet de bénéficier d'un soutien personnalisé et efficace pour retrouver un emploi.

▶ **La loi sur la fusion de l'ANPE et de l'Unedic a été adoptée et publiée le 14 février.** La fusion sera effective en 2009.

Voir aussi :

Chômage, Réforme de l'État, Sécurité sociale professionnelle

Ministre concernée :

Christine Lagarde

AUDIOVISUEL PUBLIC

EN COURS

A RETENIR

- **La publicité sera supprimée dans l'audiovisuel public d'ici 2009**
- **L'audiovisuel public deviendra une référence de qualité**

▶ 2008 sera l'année de la révolution du service public de l'audiovisuel ; 2009, celle de son application.

▶ Le service public de l'audiovisuel a trois missions spécifiques :

- *offrir au plus grand nombre un accès à la culture* ;
- *favoriser la création française* ;
- *privilégier la qualité des programmes.*

▶ L'audiovisuel public français doit être plus proche de ce qui se fait au Royaume-Uni avec la BBC (télévision et radio publiques). Ce modèle anglais fonctionne sans publicité, en combinant la qualité des programmes à la rentabilité.

▶ Afin d'y parvenir, **Nicolas Sarkozy veut supprimer totalement la publicité sur les chaînes et radios publiques, pour qu'elles ne soient plus dépendantes de l'Audimat.**

▶ **Il est hors de question de réduire les moyens financiers de l'audiovisuel public.** Par conséquent, le gouvernement réfléchit à de nouveaux moyens de financement, afin de compenser euro pour euro la perte des recettes publicitaires.

▶ **Une « commission pour la nouvelle télévision publique », présidée par Jean-François Copé, a été installée par le président de la République.** Elle devra réfléchir à ce que doit être la télévision publique de demain et aux moyens de compenser la perte des recettes publicitaires. La commission devra envisager deux scénarios pour la suppression de la publicité : soit la suppression totale au 1er janvier 2009 ; soit une interdiction progressive, en commençant par la suppression de la publicité après 20 heures, dès 2009.

Voir aussi :

Culture

Ministre concernée :

Christine Albanel

B

BANLIEUES

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Plan global et nouvelle politique pour les banlieues**
- **Réussite scolaire, sécurité, désenclavement, immigration**
- **500 millions d'euros pour les transports en commun**
- **Équilibre droits / devoirs**
- **Aider ceux qui veulent s'en sortir**

▶ La situation dans les banlieues nécessite d'abord d'assurer la sécurité des biens et des personnes, et de mettre fin à la loi des bandes.

▶ Les problèmes des banlieues ont leurs racines dans :

- l'inactivité et le chômage ;
- l'échec scolaire ;
- la ghettoïsation ;
- le délabrement des lieux d'habitation ;
- l'intégration ratée, conséquence de l'absence de maîtrise de l'immigration.

▶ Résoudre la crise des banlieues et faire des quartiers difficiles des quartiers comme les autres nécessite :

- un engagement de tout le gouvernement ;
- une politique de la ville globale et rénovée.

▶ Durant la campagne pour l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy avait promis un « plan Marshall » pour les banlieues. Cet engagement a été tenu : le président de la République a présenté, le 8 février 2008, un grand plan pour les banlieues.

▶ Ce plan est une rupture par rapport à ce qui est fait depuis vingt ans dans les banlieues, car il est global et volontariste.

▶ Il propose une nouvelle politique de la ville :

- *une nouvelle politique de l'Éducation nationale :* création de 30 sites d'excellence scolaire ; généralisation des écoles de la deuxième chance ; multiplication des internats de réussite éducative ; dispersion des élèves de primaire en difficulté dans différents établissements, afin d'encourager la mixité sociale ;

- *une nouvelle politique de suivi individualisé des jeunes :* création d'un « contrat d'autonomie » pour les jeunes de 18 à 26 ans résidant en zones urbaines sensibles ;

- *une nouvelle politique économique :* engagement de l'État à favoriser la création de 20 000 entreprises dans les quartiers sensibles ;

- *une politique de désenclavement des quartiers, grâce aux transports en commun* (investissement de 500 millions d'euros dans les transports en commun) ;

- *un effort supplémentaire en faveur de la sécurité des habitants des banlieues :* déploiement de 4 000 policiers d'ici trois ans dans les quartiers, réunis en compagnies de sécurisation spécialisées contre les violences urbaines ;

- *une politique d'immigration choisie et d'intégration réussie.*

▶ Ce plan défend des valeurs qui doivent régner dans les quartiers : respect, mérite, travail, égalité des chances.

▶ Ce plan trouve un équilibre entre les droits et les devoirs. Chaque droit doit s'accompagner d'un devoir.

Voir aussi :

Délinquance des mineurs, École, Immigration choisie, Intégration réussie, Jeunes, Sécurité

Ministres concernés :

Michèle Alliot-Marie, Fadela Amara, Christine Boutin, Xavier Darcos et l'ensemble du gouvernement

INGRID BÉTANCOURT

A RETENIR

➲ **Nicolas Sarkozy s'est engagé en faveur de la libération d'Ingrid Bétancourt**

▶ Depuis six ans, Ingrid Bétancourt, qui a la nationalité française, est l'otage des Farc (révolutionnaires colombiens) dans la jungle colombienne.

▶ Elle est un symbole de courage politique et de la lutte en faveur des droits de l'homme.

▶ Nicolas Sarkozy a pris contact avec sa famille, dès les premiers jours de son mandat.

▶ Il est plus que jamais impliqué dans les négociations pour sa libération et a reçu à Paris le Président vénézuélien, Hugo Chavez, et le Président colombien, Alvaro Uribe. Le 6 décembre 2007, le président de la République s'est adressé solennellement aux Farc pour demander la libération d'Ingrid Bétancourt.

Voir aussi :

Diplomatie et relations internationales

BONUS/MALUS ÉCOLOGIQUE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Limiter les rejets de CO_2**
- **De 200 à 1 000 euros de bonus pour un véhicule propre**

▶ Pour agir efficacement contre le changement climatique et réduire les émissions de CO_2, il faut que chacun change ses comportements.

▶ Or, les transports (voitures, bus, camions) sont une source importante de rejets de gaz à effet de serre : en France, les transports représentent 28 % des émissions de CO_2.

▶ Pour inciter les Français à rouler « plus propre », Nicolas Sarkozy a décidé de créer un bonus/malus écologique, c'est-à-dire une **prime aux véhicules propres, versée aux ménages qui achètent un véhicule propre neuf.** Elle permet donc de réduire le prix d'achat des véhicules propres.

▶ **Cette prime, que les ménages peuvent toucher depuis le 1er janvier 2008, peut aller de 200 à 1 000 euros** suivant les taux d'émissions de CO_2 des véhicules. Elle a pour objectif de :

- responsabiliser les propriétaires de véhicules ;
- accélérer le renouvellement du parc automobile ;
- stimuler l'innovation technologique des constructeurs.

▶ Au final, 75 % des véhicules neufs feront, de fait, l'objet d'un bonus écologique.

▶ **En contrepartie, ceux qui font le choix délibéré de véhicules très polluants doivent désormais payer un malus,** également calculé à partir du taux d'émissions de CO_2. Les malus concerneront les grosses berlines très polluantes.

Voir aussi :

Grenelle de l'environnement, Impôts, Lutte contre le changement climatique

Ministres concernés :

Jean-Louis Borloo, Nathalie Kosciusko-Morizet

BOUCLIER FISCAL

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Nul ne peut payer plus de 50 % de ses revenus en impôts ou taxes directs**
- **Une mesure qui bénéficie à de nombreuses catégories de personnes fragiles**

▶ Il n'est pas normal de se voir prélever plus de la moitié de ce que l'on gagne. C'est une valeur forte que le président de la République et la majorité présidentielle défendent.

▶ Grâce au « bouclier fiscal », créé durant l'été 2007, nul ne reversera désormais plus de 50 % de ses revenus en impôts ou taxes directs. Cela concerne l'impôt sur le revenu, mais également les taxes locales (habitation, foncier), les prélèvements sociaux (CSG, RDS) et l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

▶ Cette mesure ne bénéficie pas seulement aux personnes touchant de gros revenus, mais aussi à de nombreuses catégories de personnes fragiles :

- les jeunes créateurs d'entreprise quand ils ne réalisent pas encore de bénéfices ;
- les retraités propriétaires de leur habitation et soumis à l'ISF ;
- des familles monoparentales.

Voir aussi :

Impôts

Ministre concernée :

Christine Lagarde

C

CAPITALISME MORAL

EN COURS

A RETENIR

- **Le capitalisme doit avoir une éthique**
- **Promouvoir le capitalisme des créateurs et non celui des spéculateurs**

▶ Le capitalisme peut être synonyme du meilleur comme du pire :

- le pire, *c'est le capitalisme inhumain*, qui ne respecte pas les hommes et les femmes ;

- le pire, *c'est aussi le capitalisme qui préfère la spéculation à la création de richesse ;*

- le pire, *c'est enfin le capitalisme non régulé,* celui des crises financières qui fragilisent la croissance mondiale (crise des « subprimes » aux États-Unis, par exemple), les entreprises et les emplois.

▶ Nicolas Sarkozy s'est engagé durant la campagne présidentielle à moraliser le capitalisme. Sans un capitalisme moral, doté d'une éthique, qui récompense l'effort et le mérite, il n'est pas possible de revaloriser le travail.

▶ Les premières actions ont été menées :

- Nicolas Sarkozy a été à l'initiative d'un sommet avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, afin de discuter des moyens d'améliorer au niveau mondial la transparence, la gouvernance et la régulation des marchés financiers ;

- Nicolas Sarkozy veut que le G8, qui réunit les huit pays les plus riches, s'ouvre aux cinq pays émergents les plus riches (Chine, Inde, Brésil, Mexique et Afrique du Sud), afin de mieux réguler le capitalisme mondial ;

- *les « parachutes dorés » ont été encadrés par la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (Tepa) d'août 2007 :* leur attribution est désormais liée à des critères de performance établis à l'arrivée du dirigeant dans l'entreprise ;

- *le gouvernement mène des actions en faveur du respect des salariés par les employeurs :* lutte contre la pénibilité du travail, égalité professionnelle entre hommes et femmes, etc.

▶ **Le capitalisme moral, c'est aussi un capitalisme qui participe au financement de la protection sociale.** Le gouvernement a décidé que les stock-options seraient désormais taxées (les plus-values d'acquisition des stock-options, qui étaient totalement exonérées de prélèvements sociaux, sont désormais taxées à 2,5 %).

Voir aussi :

Politique de civilisation

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Christine Lagarde

CARTE JUDICIAIRE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Une réforme courageuse et expliquée**
- **Améliorer la qualité du service public de la justice**

▶ **L'organisation de la justice en France n'avait pas changé depuis plus de cinquante ans et avait besoin d'être revue en profondeur.** Tous les experts disaient qu'il était temps d'agir.

▶ **Le président de la République a eu le courage de lancer cette réforme nécessaire, à laquelle il s'était engagé durant la campagne.**

▶ **Cette réforme amène, certes, à la fermeture de petits tribunaux, mais c'est dans l'intérêt des Français et de la justice :**

- *la proximité géographique d'un tribunal n'est pas un gage de qualité de la justice.* Avoir à côté de chez soi un tribunal qui fonctionne mal n'est dans l'intérêt de personne ;

- *bien au contraire, trop de tribunaux, cela signifie trop de petits tribunaux, c'est-à-dire des tribunaux avec trop peu de magistrats et des juges travaillant souvent seuls.* L'affaire d'Outreau a d'ailleurs été tristement révélatrice de ces problèmes : isolement d'un magistrat, conduisant à une surcharge de travail et à des erreurs graves ;

- *pourquoi parler seulement de proximité géographique ?* Combien de fois un Français se rend-il dans un tribunal au cours de sa vie ? Ce n'est pas comme une mairie, une école ou un commerce de proximité !

▶ **Ce que les Français veulent, c'est une justice plus efficace, plus rapide et plus sûre, en somme plus proche de leurs besoins.** Il faut pour cela en finir avec l'isolement des magistrats et les tribunaux qui ne traitent pas assez d'affaires dans l'année pour pouvoir acquérir une expertise suffisante ou qui, au contraire, en traitent trop pour pouvoir travailler sereinement. **C'est tout le sens de la réforme de la carte judiciaire menée par Rachida Dati.**

▶ **Dans cette réforme, tout le monde y gagne :**

- *les citoyens*, qui bénéficieront d'une justice mieux rendue et plus efficace ;

- *les magistrats,* qui seront moins isolés et pourront travailler en équipe.

▶ **Cette réforme n'a pas été brutale. Elle a été largement expliquée** (tour de France de Rachida Dati sur le terrain pour expliquer ses choix).

▶ **Il est normal qu'un élu local voie d'un mauvais œil la fermeture de son tribunal, mais il faut comprendre que c'est parfois nécessaire dans l'intérêt des Français et de la justice.**

Voir aussi :

Réforme de l'État

Ministre concernée :

Rachida Dati

CARTE SCOLAIRE

EN COURS

A RETENIR

- **Liberté de choisir l'école de ses enfants**
- **Mixité sociale, égalité des chances, fin des passe-droits**

▶ La « carte scolaire » impose aux parents de scolariser leurs enfants dans l'école près de chez eux.

▶ Il faut assouplir la carte scolaire car :

- il n'est pas normal *de ne pas pouvoir choisir librement l'école de ses enfants ;*

- cette carte scolaire, loin de favoriser la mixité sociale, est *l'ennemi de la réussite scolaire.* Comme le dit Nicolas Sarkozy, « la carte scolaire, ce sont les élèves les plus pauvres dans les écoles les plus pauvres ». La carte scolaire n'a pas permis d'éviter les ghettos scolaires dans les banlieues ;

- *la carte scolaire est contournée par un certain nombre de parents qui ont les moyens ou les relations leur permettant de le faire.* Exemple : une famille aisée pourra louer un appartement à son nom dans le quartier d'un lycée renommé pour que son enfant aille dans ce lycée.

▶ Pour les raisons de *liberté de choix* et d'*égalité entre tous les enfants*, **Nicolas Sarkozy s'est engagé à faire disparaître progressivement la carte scolaire.**

▶ **Depuis le mois de juin 2007, la carte scolaire a été assouplie par le ministre de l'Éducation nationale,** Xavier Darcos. Concrètement, les demandes de dérogation adressées par les familles pour scolariser leurs enfants dans un autre secteur ont quasiment toutes été satisfaites.

▶ Vouloir supprimer la carte scolaire, ce n'est pas renoncer à l'objectif de mixité sociale, comme le prétend la gauche. **C'est renforcer l'égalité des chances.**

▶ En contrepartie, Nicolas Sarkozy a demandé à ce que, à terme, le niveau de tous les établissements soit égalisé. On ne peut plus accepter que certains établissements soient médiocres, alors que d'autres sont des collèges ou des lycées d'excellence.

Voir aussi :

École, Service minimum à l'école

Ministre concerné :

Xavier Darcos

CHÔMAGE

EN COURS

A RETENIR

- **7,9 % de chômage en France métropolitaine, fin décembre 2007**
- **Moins de 2 millions de chômeurs, le nombre de chômeurs le plus bas depuis 1984**
- **Il n'y a pas de fatalité du chômage**
- **Le gouvernement s'attaque à toutes les causes du chômage**
- **L'objectif fixé par Nicolas Sarkozy est le plein emploi en 2012**

▶ Il n'y a pas de fatalité du chômage : de nombreux pays européens sont parvenus au plein emploi et il n'y a pas de raison que la France ne puisse pas suivre leur exemple.

▶ Nicolas Sarkozy a fait de la lutte contre le chômage l'une de ses priorités. Il a fixé comme objectif le plein emploi en 2012.

▶ Le contexte est favorable, car le nombre de chômeurs n'a jamais été aussi bas depuis 1984 :

- le taux de chômage au troisième trimestre 2007 s'établit à 8,3 % contre 9,3 % un an auparavant. Il est de *7,9 % pour la France métropolitaine* ;
- ceci représente *200 000 chômeurs de moins en France en un an*.

▶ Lutter contre le chômage signifie s'attaquer à toutes les causes du chômage, et mener des réformes cruciales et courageuses. L'action du gouvernement contre le chômage se poursuit aujourd'hui sur tous les fronts :

● *réformer les universités pour rapprocher les étudiants de l'emploi.* La réforme des universités contribuera à faire baisser le chômage des jeunes, encore beaucoup trop élevé en France ;

● *réformer la formation professionnelle pour la mettre au service de ceux qui en ont besoin.* La formation professionnelle sera restructurée pour permettre aux salariés qui le veulent de se reconvertir dans les filières qui manquent de main-d'œuvre. Actuellement, 500 000 emplois restent non pourvus, notamment dans l'hôtellerie-restauration, les services financiers et informatiques, la santé et l'action sociale ;

● *moderniser le contrat de travail et le marché du travail pour favoriser les embauches ;*

● *moderniser le service public de l'emploi, par la fusion de l'ANPE et de l'Unedic ;*

● *baisser le coût du travail ;*

● *favoriser le retour à l'emploi des inactifs (grâce au RSA) et des seniors ;*

● *lutter contre l'échec scolaire,* en particulier dans les banlieues.

▶ Au-delà de la lutte contre le chômage, le gouvernement agit pour améliorer la situation des chômeurs :

● *la fusion de l'ANPE et de l'Unedic, votée le 31 janvier dernier, simplifiera les démarches de chaque demandeur d'emploi ;*

● *les droits des chômeurs seront rapidement améliorés.* Grâce à l'accord conclu, le 11 janvier 2008, entre les partenaires sociaux et bientôt repris par un projet de loi, chaque demandeur d'emploi conservera le bénéfice de sa mutuelle, ainsi que de ses droits à la formation.

Voir aussi :

ANPE / Unedic, Contrat de travail, Coût du travail, École, Emploi des seniors, Revenu de solidarité active, Sécurité sociale professionnelle

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Christine Lagarde

CODÉVELOPPEMENT

EN COURS

A RETENIR

- **Objectif : combattre la misère à l'origine de l'immigration clandestine**
- **Mise en place du « livret d'épargne codéveloppement »**
- **Des accords déjà signés avec plusieurs pays africains**

▶ Le codéveloppement consiste à aider les pays d'où sont originaires les immigrés à garder leurs habitants en y développant l'emploi et l'économie. C'est servir à la fois l'intérêt de la France (maîtrise de l'immigration) et celui des pays pauvres (développement).

▶ Le codéveloppement est indispensable à la maîtrise durable de l'immigration en France et au renouveau de l'aide au développement à l'égard des pays pauvres.

▶ Le codéveloppement, c'est une méthode nouvelle, promise par Nicolas Sarkozy durant sa campagne. Elle met fin à une politique absurde qui ne consistait qu'à donner simplement de l'argent aux pays africains, sans se demander si cela était réellement efficace et les aidait vraiment.

▶ Le codéveloppement, c'est une politique humaniste à l'égard des pays africains.

▶ Concrètement, la politique de codéveloppement repose pour l'heure sur :

- *des accords signés entre la France et des pays en développement.* Depuis huit mois, des accords de codéveloppement ont déjà été signés avec des pays africains comme le Gabon, le Bénin ou le Congo ;

- *un « livret d'épargne codéveloppement », qui a été mis en œuvre par le gouvernement.* Il avantage fiscalement les immigrés qui souhaitent investir dans des projets de développement dans leur pays d'origine.

Voir aussi :

Diplomatie et relations internationales, Immigration choisie, Intégration réussie

Ministre concerné :

Brice Hortefeux

COMMERCES

EN COURS

A RETENIR

- **Les heures supplémentaires adaptées aux très petites entreprises**
- **Les propositions de la commission Attali**

▶ **Les commerçants sont préoccupés par la baisse du pouvoir d'achat des Français.** La loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (Tepa), votée cet été, ainsi que la nouvelle loi sur le pouvoir d'achat de février 2008 ont pour objectif de relancer la consommation des ménages : les commerçants bénéficieront de la hausse du pouvoir d'achat des Français.

▶ **Les commerçants ont besoin de plus de souplesse :**

- **la loi Tepa facilite le recours aux heures supplémentaires.** *Les très petites entreprises (TPE), qui concernent directement les commerçants, sont mêmes avantagées* puisqu'elles disposent d'une déduction forfaitaire de charges patronales sur les heures supplémentaires trois fois supérieure à celle des autres entreprises (1,50 euro par heure contre 0,50 euro) ;

- *un projet de loi relatif au travail dominical est prévu pour le printemps 2008.* Il facilitera l'ouverture des commerces le dimanche.

▶ **La commission Attali pour la libération de la croissance française a formulé plusieurs propositions en faveur des commerces de détail et de proximité. Elles seront étudiées dans les mois à venir et visent à lutter contre la disparition des commerces de proximité dans les centres-villes ou les zones rurales :**

- permettre aux communes d'opérer un « **remembrement commercial** » pour favoriser les regroupements géographiques des commerces de détail et attirer ainsi une clientèle plus nombreuse ;

- intégrer dans les plans locaux d'urbanisme (PLU) **des obligations de diversité commerciale pour maintenir des commerces de détail ou de proximité ;**

- **confier aux commerçants isolés, par exemple dans les zones rurales, la gestion de certains services publics** de proximité (comme les services postaux) ;

- augmenter et déconcentrer les aides allouées au commerce de proximité.

Voir aussi :

Dimanche, Heures supplémentaires, PME, Services publics

Ministres concernés :

Christine Lagarde, Hervé Novelli

CONTRAT DE TRAVAIL

EN COURS

A RETENIR

- **Des salariés mieux sécurisés, des entreprises plus compétitives**
- **Un accord issu du dialogue social (patronat et syndicats)**

▶ Moderniser le marché du travail est une nécessité. On constate que les pays qui n'ont pas hésité à moderniser leur marché du travail, comme le Danemark, ont des taux de chômage plus faibles que la France.

▶ Comme ces pays, la France fait désormais le choix de la « flexisécurité » (flexibilité et sécurité) qui passe en particulier par une réforme du contrat de travail.

▶ Le président de la République et le gouvernement ont souhaité laisser les partenaires sociaux (patronat et syndicats) négocier la réforme du contrat de travail.

▶ Le 11 janvier 2008, un accord a été signé par 4 syndicats sur 5. Les intérêts des salariés ont été défendus. Le gouvernement s'est engagé à retranscrire dans un projet de loi les conclusions de cet accord.

▶ Cette stratégie est « gagnant-gagnant » :

- *gagnant* pour les salariés, car ils obtiennent un renforcement de leurs droits en cas de licenciement *(sécurité)*, pour les aider à passer plus facilement le cap difficile du chômage : c'est ce que l'on appelle

la « **sécurisation des parcours professionnels** ». *Exemples*: possibilité de conserver ses droits à la formation en cas de licenciement, prime pour les jeunes chômeurs, maintien de la mutuelle en cas de licenciement, etc;

- **gagnant** *pour la France, car il sera plus facile pour une entreprise de créer des emplois et le taux de chômage baissera* ***(flexibilité)***. Avec cet accord, le contrat de travail est assoupli. *Exemples*: allongement de la période d'essai, possibilité de rupture à l'amiable du contrat de travail, etc.

Voir aussi:

Chômage, Croissance, Pouvoir d'achat

Ministres concernés:

Xavier Bertrand, Christine Lagarde

COÛT DE LA VIE

EN COURS

A RETENIR

- **Indexation des loyers sur l'inflation et réduction du dépôt de garantie à un mois**
- **Intégration des marges arrière dans le prix de vente des produits**
- **Doublement de la prime à la cuve**

▶ Les Français doivent faire face à l'augmentation des prix, notamment:

- le prix du logement;
- les prix à la consommation;
- le prix de l'énergie.

▶ Nicolas Sarkozy et le gouvernement agissent sur tous les fronts pour diminuer le coût de la vie:

- **le logement:** le prix des loyers est désormais indexé sur l'inflation, ce qui garantit une augmentation moins rapide des loyers. Par ailleurs,

le dépôt de garantie est réduit à un mois, au lieu de deux. En 2008, sera mise en place une garantie généralisée des risques locatifs, en échange de la suppression de la caution, afin de protéger les propriétaires contre les impayés ;

● **les prix dans la grande distribution :** la réforme de la loi Galland prévoit l'intégration de la totalité des marges arrière dans le prix de vente du produit. Selon l'UFC-Que Choisir (association de défense des consommateurs), cette mesure devrait faire baisser les prix de 2 à 3 % ;

● **les prix des télécommunications et des services bancaires :** la loi Chatel introduit, par exemple, plus de concurrence entre fournisseurs d'accès Internet, afin de faire baisser les prix ;

● **le prix de l'énergie :** l'aide à la cuve a été doublée (de 75 à 150 euros) pour les ménages non imposés se chauffant au fioul ; le gouvernement a aussi limité la hausse du prix du gaz.

▶ **Nicolas Sarkozy a enfin demandé la création d'un indice du pouvoir d'achat correspondant au coût de la vie quotidienne des Français.** Cet indice prendrait notamment mieux en compte le coût du logement, premier poste de dépenses des ménages.

Voir aussi :

Logement, Pouvoir d'achat, Prix des carburants, Prix du gaz

Ministres concernés :

Christine Boutin, Luc Chatel, Christine Lagarde

COÛT DU TRAVAIL

EN COURS

A RETENIR

- **Engagement de baisser le coût du travail**
- **Exonération des heures supplémentaires**

▶ La France est l'un des pays où le coût du travail est le plus élevé et où l'on travaille le moins.

▶ Un coût du travail élevé, c'est plus de chômage, moins de pouvoir d'achat pour les salariés et moins de compétitivité pour les entreprises et l'économie française.

▶ Nicolas Sarkozy s'est engagé à réduire le coût du travail.

▶ En attendant l'aboutissement de la réflexion confiée à Christine Lagarde à propos de la révision générale des prélèvements obligatoires, l'exonération d'impôt et de cotisations salariales sur les heures supplémentaires remporte un franc succès auprès des employeurs.

Voir aussi :

Chômage, Délocalisations, Travailler plus pour gagner plus

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Christine Lagarde

CROISSANCE

EN COURS

A RETENIR

➲ Une politique qui s'attaque à tous les freins de la croissance

▶ La croissance ne se décrète pas, elle se conquiert.

▶ La France a besoin d'un point de croissance supplémentaire pour faire aussi bien que les autres grandes économies.

▶ Nicolas Sarkozy et le gouvernement ont engagé une politique économique de conquête de ce point de croissance supplémentaire :

- *relance du pouvoir d'achat* pour soutenir la consommation ;
- *lutte contre le chômage* et libération du travail : c'est parce que les Français travailleront plus que la France s'enrichira ;
- *soutien aux PME* et notamment relance de l'investissement dans les PME grâce à la réforme de l'ISF ;
- *réduction des dépenses publiques pour baisser les impôts ;* un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique ne sera pas remplacé ;
- *soutien à la recherche et à l'innovation ;*
- *chantier de la baisse du coût du travail.*

Voir aussi :

Chômage, Coût du travail, Économie, Fonctionnaires, Impôts, ISF, PME, Pouvoir d'achat, Recherche

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Christine Lagarde, Hervé Novelli, Valérie Pécresse, Éric Woerth

CULTURE

EN COURS

A RETENIR

- **Démocratisation de l'accès à la culture**
- **Faire de l'éducation culturelle et artistique une priorité**
- **Gratuité dans les musées (à titre expérimental)**
- **Nouvelle politique du patrimoine**

▶ La culture, c'est ce qui unit un peuple, une société.

▶ La culture libère et c'est une condition de la réussite sociale et de l'épanouissement personnel de chaque citoyen.

▶ La politique culturelle est une des composantes essentielles de la politique de civilisation.

▶ Nicolas Sarkozy s'est engagé à permettre à chacun d'avoir accès à la culture :

- *démocratiser la culture par l'école :* un enseignement d'histoire des arts sera intégré dès la rentrée 2009 pour l'école primaire, et en 2009-2010 pour le collège et le lycée. Dès la rentrée 2008, les professeurs bénéficieront d'un accès gratuit à tous les musées ou aux monuments historiques ;

- *démocratiser la culture grâce à la télévision et à la radio :* l'audiovisuel doit être mis au service de la création et de la diffusion de la culture. C'est le sens de la suppression de la publicité dans l'audiovisuel public ;

- *démocratiser la culture grâce à l'accès gratuit dans les musées et les monuments historiques :* afin de favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture, 14 établissements (musées et monuments historiques) sont totalement gratuits pendant une période expérimentale allant du 1er janvier au 30 juin 2008.

▶ **Notre patrimoine est notre identité.** Pourtant, son état actuel est préoccupant. Nicolas Sarkozy souhaite que **le régime du mécénat soit amélioré**, afin de permettre d'aussi belles réussites que la restauration de la galerie des glaces du Château de Versailles par l'entreprise Vinci.

▶ **Promouvoir la culture signifie enfin aider ceux qui créent et qui en vivent : les intermittents du spectacle.** Il est nécessaire, en vue de la future renégociation du régime d'assurance chômage des intermittents, de trouver, en accord avec les partenaires sociaux, un mode d'indemnisation durable pour ces « travailleurs de la culture ».

Voir aussi :

Audiovisuel public

Ministre concernée :

Christine Albanel

D

DARFOUR

EN COURS

A RETENIR

- **Une force européenne se déploie pour assurer la protection des civils**
- **Jusqu'à 2 000 soldats français dans l'Eufor**

▶ La situation humanitaire au Darfour (région du sud-ouest du Soudan) **est catastrophique.** Des conflits d'une extrême violence ont fait plusieurs centaines de milliers de morts. Près de 2 millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont chassés de chez eux et repoussés vers les frontières de leur pays par la violence. Beaucoup d'entre eux tentent aujourd'hui de survivre dans des camps de fortune à la frontière avec le Tchad et la République centrafricaine.

▶ Face à l'immobilisme de la communauté internationale, la France se devait de réagir.

▶ Grâce à l'action du président de la République, une force européenne appelée Eufor et chargée d'assurer la protection de plus de 400 000 civils **est en cours de déploiement** près du Darfour (au Tchad et en République centrafricaine). Avec 14 États membres présents sur le terrain et environ 3 700 hommes (dont 2 000 soldats français), l'Eufor est la plus grosse opération militaire autonome jamais organisée par l'Union européenne.

Voir aussi :

Diplomatie et relations internationales

Ministres concernés :

Bernard Kouchner, Hervé Morin, Rama Yade

DÉFICIT ET DETTE PUBLIQUE (RÉDUCTION)

EN COURS

A RETENIR

- **Revenir à l'équilibre des finances publiques en 2012 au plus tard**
- **Baisse du déficit public et du taux d'endettement public**
- **Concilier la maîtrise des finances publiques avec la nécessité de financer les réformes**

▶ **La dette publique, c'est la dette de chacun des Français, et surtout ce sont nos enfants qui devront payer la facture.** La dette publique était de 1 150 milliards d'euros en 2006 (64,2 % du PIB), soit *plus de 18 000 euros par habitant.*

▶ **Il faut donc impérativement réduire la dette publique.** Nicolas Sarkozy l'a répété pendant la campagne, tout comme François Fillon : la France doit cesser de vivre au-dessus de ses moyens.

▶ **Nicolas Sarkozy s'est engagé à revenir à l'équilibre des finances publiques dès 2010, si la croissance le permet, et au plus tard en 2012. C'est cohérent avec les engagements pris durant la campagne présidentielle : assainir les finances sur la durée du quinquennat.**

▶ **Le désendettement de la France progresse :**

- *le déficit public diminue.* En 2007, le déficit prévu était de 41,6 milliards d'euros et celui qui a été constaté n'est que de 38,4 milliards. Si l'on tient compte du produit de cession de titres EDF, le déficit budgétaire n'atteint que 34,7 milliards pour l'année 2007 ;

- *la dette publique diminue :* 64,2 % du PIB en 2007, 64 % du PIB en 2008.

▶ **À la fin de l'année 2008, le déficit de l'État devrait continuer à baisser.**

▶ **La maîtrise des finances publiques doit être conciliée avec d'autres impératifs** (*exemples :* la relance de l'économie avec l'exonération des heures supplémentaires ; la solidarité avec les personnes âgées démunies pour la hausse du minimum vieillesse).

Voir aussi :

Impôts, Fonctionnaires, Réforme de l'État

Ministres concernés :

Christine Lagarde, Éric Woerth

DÉLINQUANCE DES MINEURS

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Restaurer le respect et l'autorité et mettre fin au sentiment d'impunité**
- **Dissuader la récidive : peines planchers, y compris pour les mineurs, réforme de l'excuse de minorité**

▶ Durant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy s'était engagé à mettre fin au sentiment d'impunité des délinquants mineurs, afin de restaurer les valeurs du respect et de l'autorité.

- Ce sentiment d'impunité était particulièrement *présent chez certains jeunes délinquants* qui, même lors de leur 50e ou 60e passage devant un juge, n'étaient toujours pas sanctionnés.

- *La transgression répétée de la loi, c'est la loi qui est bafouée, c'est la sécurité des Français qui est atteinte.*

▶ Nicolas Sarkozy, dès son arrivée au pouvoir, a renforcé la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs. La loi d'août 2007 prévoit deux moyens de lutte contre la délinquance des mineurs :

- la création de *peines planchers*, c'est-à-dire une peine minimale dès la *première récidive* à partir de 16 ans ;

- *l'excuse de minorité, qui empêchait la justice de traiter un mineur comme un adulte, ne s'applique plus en cas d'une deuxième récidive* pour les crimes et délits avec violence ou les agressions sexuelles. Un jeune capable de récidiver une seconde fois en commettant de

tels actes est suffisamment adulte pour être traité comme un adulte.

▶ Nicolas Sarkozy a aussi demandé à la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, de mettre en place une cellule de coordination des préfets d'Île-de France pour **lutter contre le phénomène des bandes.**

Voir aussi :

Peines planchers, Récidivistes, Sécurité

Ministres concernées :

Michèle Alliot-Marie, Rachida Dati

DÉLOCALISATIONS

EN COURS

A RETENIR

- **La baisse du coût du travail**
- **La promotion d'une Europe qui protège dans la mondialisation**

▶ Beaucoup de Français redoutent la mondialisation, car ils considèrent que la France a tout à y perdre. Ils craignent notamment les délocalisations des emplois français vers des pays à bas coût de production.

▶ Nicolas Sarkozy l'a toujours rappelé : les délocalisations ne sont pas une fatalité. La France doit se doter d'une politique industrielle ambitieuse, qui agit et non qui subit.

▶ Le président de la République et le gouvernement sont résolus à accroître l'attractivité de la France et à agir pour la compétitivité des entreprises françaises, afin de lutter contre les délocalisations :

- *réduction du coût du travail* (exemple : allégement de charges sociales sur les heures supplémentaires) ;

- *soutien à l'innovation et à la recherche* (exemple : amélioration du crédit impôt-recherche) ;

- *soutien aux PME* (exemple : suppression dès 2009 de l'imposition forfaitaire annuelle, réduction d'impôt sur la fortune en cas d'investissement dans une PME).

▶ **Nicolas Sarkozy défend également une Europe qui protège ses citoyens des excès de la mondialisation.** L'Europe doit être capable de se prémunir contre le dumping social ou environnemental exercé par certains pays.

Voir aussi :

Coût du travail, PME, Recherche

Ministres concernés :

Christine Lagarde, Hervé Novelli, Valérie Pécresse

DÉPARTEMENTS

▶ **Le président de la République est attaché au maintien des départements français** qui bénéficient d'une véritable légitimité historique.

▶ C'est pour cela qu'**il a rejeté la proposition de la commission Attali**, qui voulait supprimer les départements.

DIALOGUE SOCIAL

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Le dialogue social est devenu une réalité**
- **Le dialogue social permet de faire de grandes réformes**
- **Le dialogue social doit être modernisé**

▶ Le dialogue social (entre le patronat et les syndicats) est une expression que l'on a l'habitude d'entendre très souvent, mais qui avait perdu beaucoup de son sens.

▶ Le gouvernement a redonné une réalité au dialogue social, comme Nicolas Sarkozy s'y était engagé durant la campagne. Il a décidé de jouer la carte du dialogue social, au lieu de prendre des mesures sans concertation. Tout le contraire de la gauche, qui avait fait passer les 35 heures sans concertation, alors qu'elle prétend défendre le dialogue social.

▶ De nombreux exemples de réformes ayant respecté le dialogue social :

- *le Grenelle de l'environnement ;*
- *la réforme des régimes spéciaux ;*
- *le service minimum dans les transports terrestres ;*
- *la réforme du contrat de travail* (accord le 11 janvier 2008) ;
- *l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes* ; etc.

▶ Le dialogue social est indispensable à la conduite des réformes, afin que celles-ci soient mieux acceptées. C'est une question de confiance et de respect envers les partenaires sociaux, qui défendent des intérêts et ont une légitimité.

▶ Jouer la carte du dialogue social, ce n'est pas renoncer au volontarisme dans les réformes, comme le montre l'exemple des régimes spéciaux (le gouvernement est resté ferme sur le passage à quarante ans de cotisation pour tous, malgré la résistance des organisations syndicales).

▶ Le président de la République s'est aussi engagé à moderniser le dialogue social, en améliorant la représentativité des syndicats et en

réformant leur mode de financement pour plus de transparence. Des négociations sont actuellement en cours entre partenaires sociaux sur ce sujet.

Voir aussi :

Nouvelle manière de faire de la politique

Ministre concerné :

Xavier Bertrand

DIMANCHE (TRAVAIL LE)

EN COURS

A RETENIR

- **Travailler plus pour gagner plus**
- **Sur la base du volontariat, payé double**

▶ Nicolas Sarkozy est favorable à l'ouverture des commerces le dimanche, pour trois raisons :

- il n'est pas normal d'interdire à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de pouvoir le faire ;
- il n'est pas non plus normal que les commerces soient fermés précisément le jour où les consommateurs sont les plus disponibles pour aller y faire leurs courses ;
- actuellement, certains commerces ont le droit d'ouvrir le dimanche et d'autres pas. Ces dérogations créent des inégalités entre les commerces, selon, par exemple, leur situation géographique ou touristique.

▶ Nicolas Sarkozy a annoncé que le travail dominical serait autorisé. Le gouvernement fera des propositions à ce sujet au cours du premier semestre 2008.

▶ Nicolas Sarkozy a cependant précisé que le travail le dimanche ne se ferait pas à n'importe quelle condition. Il faudra ainsi :

- que les salariés soient *volontaires* ;
- que les salariés soient *payés le double* ce jour-là.

Voir aussi :

Pouvoir d'achat, Travailler plus pour gagner plus

Ministres concernés :

Luc Chatel, Christine Lagarde

DIPLOMATIE ET RELATIONS INTERNATIONALES

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Un rôle leader retrouvé au sein de l'Union européenne**
- **Une diplomatie active et des relations franches avec nos partenaires**

▶ Grâce à l'action du président de la République et du gouvernement, la France est de retour sur la scène internationale.

▶ Nicolas Sarkozy a choisi de placer l'action au cœur de la diplomatie française :

- *en Europe :* la France a retrouvé son rôle moteur dans la construction européenne en faisant adopter le traité simplifié ;
- *aux États-Unis :* la France a rétabli des relations claires et sans tabous avec nos alliés américains. La détermination de Nicolas Sarkozy a ainsi permis à la France de renforcer sa liberté de parole et son poids diplomatique à l'égard des États-Unis ;
- *en Méditerranée :* la France innove en proposant la création d'une Union méditerranéenne destinée à stabiliser la région en renforçant

les coopérations entre pays riverains de la Méditerranée ;

● *en Afrique :* afin de renforcer ses liens avec les pays africains et de mieux les aider, la France a fait le choix du codéveloppement, afin de mettre en œuvre des projets concrets et communs en faveur de la croissance, de la formation et de l'emploi. Par ailleurs, la France continue d'agir pour apaiser les conflits locaux, comme au Tchad ou au Darfour ;

● *au Proche-Orient et au Moyen-Orient :* la France intervient sur de nombreux dossiers, comme ceux du Liban, de l'Iran, de l'Irak, de l'Afghanistan, etc.

▶ **Le président de la République souhaite promouvoir une véritable politique de civilisation au niveau mondial, fondée sur des valeurs telles que :**

● *le codéveloppement :* déjà mis en place par le gouvernement entre la France et plusieurs pays d'Afrique ;

● *le développement durable :* c'est une priorité du gouvernement qui ne s'arrête pas aux frontières de la France ;

● *le respect des droits de l'homme :* Nicolas Sarkozy a montré sa détermination à défendre les droits de l'homme, notamment lors de la libération des infirmières bulgares retenues en Libye et par ses initiatives en faveur de la libération d'Ingrid Bétancourt.

▶ **Le président de la République a multiplié les déplacements à l'étranger pour porter la voix de la France dans le monde entier :** en Europe, en Inde, en Chine, aux États-Unis, en Afrique, au Proche-Orient, au Moyen-Orient, etc.

Liste de déplacements du président de la République jusqu'au 10 février 2008 :
4 février 2008 : Bucarest (Roumanie)
28 janvier 2008 : Londres (Royaume-Uni)
25 janvier 2008 : New Delhi (Inde)
12 janvier 2008 : Riyad (Arabie saoudite), Doha (Qatar) et Abu Dhabi (Émirats arabes unis)
30 décembre 2007 : Le Caire (Égypte)
20 décembre 2007 : Cité du Vatican
3 décembre 2007 : Alger (Algérie)
25 novembre 2007 : Pékin (Chine)

11 novembre 2007 : Berlin (Allemagne)
6 novembre 2007 : Washington (États-Unis)
23 octobre 2007 : Rabat (Maroc)
9 octobre 2007 : Moscou (Russie)
3 octobre 2007 : Sofia (Bulgarie)
24 septembre 2007 : New York (États-Unis)
14 septembre 2007 : Budapest (Hongrie)
26 juillet 2007 : Dakar (Sénégal) et Libreville (Gabon)
25 juillet 2007 : Tripoli (Libye)
11 juillet 2007 : Alger (Algérie) et Tunis (Tunisie)
9 juillet 2007 : Bruxelles (Belgique)
21 juin 2007 : Bruxelles (Belgique)
14 juin 2007 : Varsovie (Pologne)
31 mai 2007 : Madrid (Espagne)
23 mai 2007 : Bruxelles (Belgique)
16 mai 2007 : Berlin (Allemagne)

Voir aussi :

Ingrid Bétancourt, Codéveloppement, Darfour, États-Unis, Europe, Iran, Kadhafi, Lutte contre le changement climatique, Politique de civilisation, Vladimir Poutine

Ministres concernés :

Jean-Marie Bockel, Jean-Pierre Jouyet, Bernard Kouchner, Brice Hortefeux, Rama Yade

DIVERSITÉ

EN COURS

A RETENIR

- **Promotion de la diversité**
- **Projet d'intégration du principe de diversité dans le préambule de la Constitution**

▶ La France est riche de sa diversité : sociale, culturelle, ethnique, religieuse, etc.

▶ Pour être respectée, cette diversité doit d'abord être admise et reconnue.

▶ Le président de la République s'est engagé à promouvoir la diversité :

- dans *la composition du gouvernement de François Fillon* (Fadela Amara, Rachida Dati, Rama Yade) ;
- le respect de la diversité figurera parmi les *principes contenus dans le préambule de la Constitution ;*
- la diversité doit être favorisée, notamment *au sein des administrations publiques.*

▶ Le respect de la diversité est indissociable de l'intégration réussie.

Voir aussi :

Intégration réussie

DROITS DE SUCCESSION

PROMESSE TENUE

A RETENIR

➲ **Suppression des droits de succession, sauf pour les Français les plus aisés**

▶ Il est normal que le fruit d'une vie de travail puisse être transmis à ses enfants sans avoir à payer d'impôts.

▶ La suppression des droits de succession était une promesse de campagne de Nicolas Sarkozy. Cette promesse est tenue depuis l'été 2007 :

- *la suppression des droits de succession figure dans le « paquet fiscal » ;*

- *95 % des successions sont exonérées.* Seules les plus grosses successions sont toujours assujetties aux droits de succession, parce qu'il est normal que les plus riches paient des impôts ;

- *chaque enfant bénéficie désormais d'un abattement de 150 000 euros sur sa part ;*

- *pour le conjoint survivant,* qu'il soit marié ou lié par un Pacs, les droits de succession sont tout simplement supprimés.

▶ Cette mesure contribue à redonner du pouvoir d'achat aux familles.

Voir aussi :

Familles, Pouvoir d'achat

Ministre concernée :

Christine Lagarde

DURÉE DU TRAVAIL - 35 HEURES

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Sortir du carcan des 35 heures**
- **Laisser le choix entre travailler 35 heures et travailler plus pour gagner plus**
- **Pas de remise en cause de la durée légale du travail**
- **Heures supplémentaires, rachat des jours de RTT, possibilité d'accord majoritaire pour travailler au-delà de 35 heures en échange d'augmentations de salaires**

▶ Les 35 heures ont conduit à deux choses : la dévalorisation du travail, la stagnation des salaires.

▶ Nicolas Sarkozy a, à de nombreuses reprises, déclaré qu'il voulait sortir la France du « carcan des 35 heures ».

▶ Sa politique est la suivante :

- *conserver la durée légale du travail à 35 heures*, car certains salariés ne veulent pas travailler plus ;

- offrir cependant la possibilité à ceux qui le souhaitent de travailler plus, au-delà de 35 heures, pour améliorer leur pouvoir d'achat.

▶ Le gouvernement a donc :

- *mis en place un nouveau dispositif pour les heures supplémentaires,* dans lequel celles-ci sont payées 25 % de plus et sont exonérées d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales. Travailler plus de 35 heures permet ainsi réellement de gagner plus (loi Tepa d'août 2007) ;

- *permis de racheter ses jours de RTT,* pour transformer en salaire les jours de repos résultant des 35 heures et donc en pouvoir d'achat (accord avec l'employeur). Cela vaut pour les jours de RTT non pris en 2007 et ceux à venir pour les années 2008 et 2009 (loi pour le pouvoir d'achat du 8 février 2008).

▶ Comme l'a annoncé le président de la République, le gouvernement va aller plus loin en permettant aux salariés d'une entreprise de travailler plus

de 35 heures, *si une majorité de syndicats sont d'accord, et en échange de hausses de salaires.*

▶ Nicolas Sarkozy et le gouvernement privilégient donc le libre choix, afin que ceux qui veulent travailler au-delà de 35 heures puissent le faire et y trouver un réel intérêt.

Voir aussi :

Pouvoir d'achat, Salaires, Travailler plus pour gagner plus

Ministre concerné :

Xavier Bertrand

E

ÉCOLE

EN COURS

A RETENIR

- **École du respect, de la réussite et de l'égalité réelle des chances**
- **Carte scolaire assouplie**
- **Orientation active**
- **Des enseignants mieux considérés**

▶ Nicolas Sarkozy s'est engagé à faire de l'école républicaine un lieu de réussite et d'excellence pour tous les élèves, un lieu où ces derniers apprennent les valeurs de mérite, d'effort, de respect et d'autorité.

▶ L'école de la République voulue par Nicolas Sarkozy, c'est :

- une école du *respect et de l'apprentissage de l'autorité*, où les élèves se lèvent quand le professeur entre dans la classe ;
- une école de la *réussite de tous les élèves*, qui refuse de laisser 160 000 élèves en échec scolaire chaque année ;
- une école qui *respecte les parents et les enseignants* ;

▶ L'égalité des chances pour tous les élèves doit être une réalité :

- dès la rentrée 2007, l'accueil des *enfants handicapés* dans les établissements scolaires a été amélioré, pour que le handicap ne soit plus un obstacle à la scolarisation ;
- *des études dirigées* ont été mises en place dans les collèges de ZEP, pour qu'il n'y ait plus d'« orphelins de 16 heures » (enfants livrés à eux-mêmes après la classe). Ces études dirigées seront généralisées à tous les collèges dès la rentrée 2008 ;

● *un véritable service public de l'orientation va être mis en place :* il suivra et conseillera les élèves individuellement, dès la classe de 5e et jusqu'à la fin des études supérieures.

▶ **L'école doit être également plus respectueuse des parents et de leurs souhaits :**

● *les cours du samedi matin en primaire seront supprimés dès la rentrée 2008,* pour simplifier la vie des familles ;

● *la carte scolaire a déjà été assouplie* et elle disparaîtra, de fait, dès la prochaine rentrée, car toutes les demandes de dérogation seront acceptées, dans la limite des places disponibles dans chaque établissement.

▶ **L'école républicaine doit témoigner un plus grand respect à l'égard des enseignants :**

● Nicolas Sarkozy s'y est engagé dans sa *« lettre aux éducateurs »* du 4 septembre 2007, véritable plaidoyer pour les enseignants et la reconnaissance qui leur est due ;

● le gouvernement a commencé à réfléchir à *l'amélioration du métier d'enseignant.* Un rapport (d'une commission à laquelle participait Michel Rocard), remis le 4 février 2008, propose des pistes de réformes, auxquelles le gouvernement réfléchit.

▶ **Enfin, la nouvelle politique des banlieues reposera sur une « révolution scolaire ». C'est par l'école que la République pourra reconquérir les banlieues et en faire des quartiers comme les autres.**

Voir aussi :

Banlieues, Handicapés, Intégration réussie, Jeunes, Service minimum à l'école

Ministre concerné :

Xavier Darcos

ÉCONOMIE

A RETENIR

- **Forte baisse du chômage**
- **Hausse de la consommation**
- **Des créations d'emplois et d'entreprises**
- **Plan Novelli pour doper les exportations**

▶ Avec des chiffres de l'emploi et de la consommation très encourageants, **la France est en bonne voie pour tenir les engagements pris par le président de la République** au cours de sa campagne.

▶ **Le taux de chômage est au plus bas depuis 1984 : 7,9 % de la population active.** L'objectif de Nicolas Sarkozy reste le même : atteindre le plein emploi d'ici la fin de son mandat.

▶ **La création d'emplois salariés n'a jamais été aussi forte depuis 2000 : près de 300 000 emplois ont été créés au cours de l'année 2007.**

▶ **La consommation des ménages a augmenté de 2 % en janvier 2008.** Les choix du gouvernement en matière de pouvoir d'achat commencent à produire leurs effets.

▶ **Les créations d'entreprises ont battu un record en 2007 :** 321 500 entreprises créées.

▶ **Les récents chiffres du commerce extérieur, notamment du déficit (39 milliards d'euros), pénalisés par un euro fort et le prix élevé du pétrole, appellent à la vigilance et surtout au sursaut :**

- *le discours du président de la République à l'égard de la politique menée par la Banque centrale européenne est plus que jamais d'actualité :* l'indépendance de la BCE ne saurait l'empêcher de prendre en compte la nécessité de soutenir les exportations dans la définition de la politique monétaire européenne ;

- *Hervé Novelli a présenté, début février, un plan pour soutenir les exportations.* Il prévoit un soutien renforcé de l'État aux PME qui prospectent à l'étranger et des réductions d'impôts mieux ciblées en leur faveur.

Voir aussi :

Chômage, Croissance, Pouvoir d'achat

Ministres concernés :

Christine Lagarde, Hervé Novelli

ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

EN COURS

A RETENIR

➲ **Réaliser l'égalité salariale hommes-femmes dès 2010**

▶ **À travail égal, salaire égal.** Il n'est pas normal qu'il existe encore une différence de salaires entre les hommes et les femmes. Dans les entreprises privées, les femmes ont encore des salaires inférieurs de 19 % à ceux des hommes.

▶ Dans son projet présidentiel, Nicolas Sarkozy s'est engagé à faire de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes une réalité d'ici 2010.

▶ Le calendrier de mise en œuvre de cette promesse est fixé :

- le 26 novembre 2007, des négociations se sont tenues entre le patronat et les syndicats ;
- à l'issue de cette conférence, des décisions ont été prises par le gouvernement. Les entreprises seront financièrement sanctionnées si elles ne respectent pas l'égalité entre hommes et femmes ;
- cette sanction sera applicable dès 2010, le temps pour les entreprises de résorber les écarts salariaux hommes-femmes.

Voir aussi :

Dialogue social, Pouvoir d'achat

Ministre concerné :

Xavier Bertrand

EMPLOI DES SENIORS

EN COURS

A RETENIR

- **Préretraites et mises à la retraite d'office plus chères pour les employeurs**
- **Bientôt de nouvelles mesures en faveur de l'emploi des seniors**

▶ En France, moins de 40 % des personnes âgées de 55 à 64 ans ont un emploi. C'est un taux bien plus faible que dans les autres pays.

▶ Les seniors qui veulent continuer à travailler sont souvent pénalisés. Les entreprises préfèrent, par exemple, embaucher des jeunes et mettre leurs salariés âgés en préretraite. De plus, la poursuite d'une activité professionnelle par un salarié âgé est découragée par des réglementations (limites fortes au cumul emploi-retraite, mise à la retraite d'office).

▶ Parce que la France doit pouvoir compter sur tous ses actifs, jeunes comme seniors, et parce que travailler plus pour gagner plus doit être possible pour tout le monde, le gouvernement est déterminé à permettre à au moins 50 % des seniors d'avoir ou de conserver un emploi.

▶ Les premières mesures ont déjà été prises : dès cette année, les mises en préretraite ou à la retraite d'office coûtent plus cher à l'employeur.

▶ D'autres mesures viendront soutenir l'emploi et lutter contre le chômage des seniors :

- *la libération du cumul emploi-retraite sera à l'ordre du jour du « rendez-vous 2008 » sur les retraites ;*

- *le gouvernement réfléchit à un système de bonus/malus* pour récompenser ou sanctionner les entreprises en fonction des efforts qu'elles feront pour favoriser l'emploi des seniors. Une entreprise qui n'emploie pas assez de salariés seniors devrait, par exemple, payer un « malus ».

Voir aussi :

Chômage

Ministre concerné :

Xavier Bertrand

ENGAGEMENT

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Un Président qui tient ses promesses**
- **Un engagement marqué par le courage**

▶ Nicolas Sarkozy, président de la République, n'a rien oublié de ses promesses de candidat :

- l'engagement *« je veux tout dire avant, pour pouvoir tout faire après » est plus que jamais d'actualité.* Le bilan des neuf premiers mois de son action en tant que président de la République le prouve ;

- le président de la République est déterminé *à rendre compte devant les Français* de la mise en œuvre de ses engagements tout au long de son mandat.

▶ Nicolas Sarkozy réalise les réformes qu'il a promises et que les Français attendent, même sur des dossiers aussi difficiles que les régimes spéciaux de retraite, l'autonomie des universités ou la réforme de la carte judiciaire.

▶ Par ses nombreux déplacements en France, le président de la République a démontré son implication personnelle dans la résolution des problèmes des Français.

▶ **Son engagement est aussi international.** Il s'investit personnellement sur les dossiers diplomatiques, tels que la crise au Darfour, le dossier iranien ou encore l'Union méditerranéenne.

Voir aussi

Sincérité, Transparence

ÉTATS-UNIS

A RETENIR

- **Des liens resserrés entre la France et les États-Unis**
- **La liberté de parole de la France**

▶ Le président de la République a ouvert une nouvelle ère dans les relations franco-américaines, marquée par la franchise, l'amitié et la liberté de parole.

▶ Les États-Unis sont les alliés de la France depuis plus de deux siècles. Pour autant, certains points de divergence ont pu apparaître par le passé, comme, par exemple, sur l'Irak.

▶ Le président de la République a voulu resserrer les liens qui unissent Paris et Washington.

▶ Désormais, les relations franco-américaines sont claires et franches :

- *si nous sommes les alliés des Américains,* l'alliance ne signifie pas l'alignement systématique et automatique ;
- *les liens qui unissent nos deux pays n'empêchent pas que nous exprimions nos désaccords.*

▶ Ce message a été très bien reçu par le Congrès américain devant lequel Nicolas Sarkozy s'est exprimé en septembre 2007. Grâce à son action, la France renforce ainsi sa liberté de parole et son poids diplomatique à l'égard des États-Unis.

Voir aussi :

Diplomatie et relations internationales

Ministre concerné :

Bernard Kouchner

ÉTUDIANTS

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Bourses revalorisées, travail étudiant défiscalisé, stagiaires indemnisés**
- **Mérite récompensé, excellence encouragée**
- **Effort sans précédent de construction de logements universitaires**

▶ Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait promis aux étudiants de leur donner les moyens de leur réussite et de leur autonomie. Cette promesse n'a pas été trahie.

▶ Le gouvernement mène une politique ambitieuse en faveur des étudiants :

***1.** pour leur autonomie financière :*

● *parce que l'argent ne doit pas être un obstacle à la poursuite d'études supérieures,* les bourses sur critères sociaux ont été augmentées de 2,5 % pour l'année universitaire 2007-2008. Le dernier échelon de bourse, qui s'adresse aux 100 000 étudiants les plus défavorisés, a, au total, été augmenté de 7,2 % le 1er janvier 2008 ;

● *pour récompenser les étudiants les plus méritants,* des bourses de mérite de 1 800 euros par an ont été créées pour les bacheliers mention « très bien » et les 5 % d'étudiants ayant obtenu les meilleurs résultats en licence ;

● *les étudiants n'ont pas été oubliés dans la politique en faveur du pouvoir d'achat menée par le chef de l'État et le gouvernement.* Depuis cet été, le travail étudiant est défiscalisé, ce qui contribue à la hausse du pouvoir d'achat des étudiants ;

● *parce que tout travail mérite salaire, que l'on soit stagiaire ou non,* une indemnité minimale de stage d'au moins 30 % du Smic, soit 384 euros par mois minimum, a été décidée ;

***2.** en faveur du logement étudiant :*

● *un plan de construction sans précédent va être mis en œuvre pour pallier l'insuffisance de logements étudiants :* c'est le « plan Campus »

visant à créer 10 grands campus universitaires de renommée mondiale, attirant les meilleurs étudiants et chercheurs, français et étrangers ;

● *l'État va massivement investir dans ces campus universitaires grâce au produit de la vente d'une partie du capital d'EDF (3,7 milliards d'euros).* Cet effort s'ajoute aux moyens supplémentaires consacrés aux universités ;

● *l'enveloppe consacrée au logement étudiant pour 2007-2012, en partenariat avec les régions, a été doublée ;*

***3.** pour leur réussite à l'université :*

● *un grand plan de réussite en licence a été lancé,* afin de diviser par deux en cinq ans le taux d'échec en 1re année de licence ;

● *ce plan prévoit notamment un accompagnement personnalisé des étudiants :* cinq heures hebdomadaires d'encadrement pédagogique supplémentaires par étudiant et pour chaque année de licence, un enseignant référent, du tutorat, etc. ;

● enfin, *un véritable service public de l'orientation va être mis en place.* Les étudiants seront informés des débouchés réels de la filière dans laquelle ils souhaitent s'engager. Des possibilités de réorientation seront également ouvertes dès le premier semestre de 1re année universitaire.

Voir aussi :

École, Jeunes, Pouvoir d'achat, Travailler plus pour gagner plus, Universités

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Valérie Pécresse

EUROPE - PRÉSIDENCE FRANÇAISE

A RETENIR

- **La présidence française va confirmer le retour de la France dans l'Europe**
- **La France participera directement à la définition de l'Europe de demain**

▶ La France se prépare à assumer la présidence de l'Union européenne au second semestre 2008.

▶ Cette présidence sera celle de l'action en faveur d'une Europe qui protège ses citoyens et ses intérêts.

▶ Les priorités de la présidence française sont les suivantes :

- *immigration et codéveloppement :* un étranger présent sur le territoire d'un État membre peut circuler dans toute l'Europe. Pour maîtriser l'immigration, il faut donc en harmoniser les règles au niveau européen. C'est l'objet du « pacte européen sur l'immigration » proposé à tous les États membres ;

- *environnement :* face au changement climatique, l'Europe doit devenir le leader mondial de la protection de l'environnement ;

- *énergie :* pour soutenir le développement durable, l'Europe doit maîtriser sa consommation d'énergie et développer les énergies renouvelables ;

- *agriculture :* pour continuer d'assurer la sécurité alimentaire de l'Europe, il faut préparer la PAC de demain ;

- *défense et sécurité :* avec l'accroissement des menaces terroristes à l'échelle mondiale, il est plus que jamais nécessaire de mettre en place une véritable politique européenne de sécurité.

Voir aussi :

Diplomatie et relations internationales, Europe - traité simplifié

Ministres concernés :

Jean-Pierre Jouyet, Bernard Kouchner

EUROPE - TRAITÉ SIMPLIFIÉ

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **La France est l'un des principaux architectes du traité de Lisbonne**
- **La France est parmi les premiers pays à avoir ratifié le traité de Lisbonne**
- **Le traité de Lisbonne remet l'Europe en marche**

▶ Après l'échec du référendum de 2005, la France se devait de prendre l'initiative de relancer l'Europe. Par son volontarisme et sa détermination, Nicolas Sarkozy est parvenu à faire accepter le traité simplifié quelques semaines à peine après son élection.

▶ Ce traité simplifié (qui s'appelle désormais le traité de Lisbonne) permet à l'Union européenne de mieux fonctionner et de se rapprocher de ses citoyens :

- un *président du Conseil européen sera élu* par ce dernier pour deux ans et demi ; un « haut représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité » sera nommé et sera un véritable ministre européen des Affaires étrangères ;

- la *prise de décision au sein de l'Union est simplifiée,* pour une Europe qui fonctionne et qui avance ;

- un *droit d'initiative citoyenne* est créé.

▶ Mais, au-delà, le traité de Lisbonne permet de sortir l'Europe de la crise dans laquelle elle était plongée. La construction européenne va pouvoir continuer et se mettre, comme le souhaite Nicolas Sarkozy, au service des citoyens et de leurs intérêts.

▶ Le traité a été ratifié par la France le 14 février 2008. Le traité devrait entrer en vigueur début 2009.

▶ Sa ratification par le Parlement français et non par référendum est tout à fait légitime et justifiée :

- *les parlementaires sont les représentants élus des citoyens et de la nation ;*

- *ce traité n'est pas la Constitution européenne* rejetée en 2005 ;

- *la ratification par voie parlementaire était une demande de la part de nos partenaires européens,* notamment ceux qui avaient déjà approuvé le traité (c'était à cette condition qu'ils acceptaient le projet français de traité simplifié) ;

- Nicolas Sarkozy avait répété au cours de sa campagne que, s'il était élu, *le traité simplifié serait ratifié par la voie parlementaire* ;

- *l'efficacité et la rapidité ont été privilégiées.*

Voir aussi :

Diplomatie et relations internationales, Europe - présidence française

Ministres concernés :

Bernard Kouchner, Jean-Pierre Jouyet

F

FAMILLES

EN COURS

A RETENIR

- **Un soutien financier aux familles**
- **Des mesures destinées à concilier vie de famille et vie professionnelle**
- **Un soutien aux familles qui prennent en charge un proche**

▶ **La famille est une valeur forte** de la majorité présidentielle, car elle est la première des solidarités.

▶ Le président de la République et le gouvernement sont déterminés à répondre aux besoins des familles.

▶ Plusieurs mesures financières ont déjà été prises par le gouvernement pour soutenir les familles :

- le complément versé aux parents pour leur permettre de choisir le mode de garde de leurs enfants a été revalorisé de 50 euros par mois ;

- les parents ont maintenant droit à la majoration de 60 euros des allocations familiales dès que leur enfant atteint l'âge de 14 ans (contre 16 ans auparavant) ;

- l'allocation de rentrée scolaire, destinée aux familles les plus modestes, tiendra compte désormais de l'âge des enfants, car, à 15 ans, la rentrée scolaire coûte plus cher qu'à 4 ans. Son montant est désormais plus élevé pour un adolescent.

▶ Le gouvernement aide les parents à concilier vie de famille et vie professionnelle :

- *un droit opposable à la garde d'enfant* pour les familles est actuellement

à l'étude, conformément à l'engagement de Nicolas Sarkozy. Il sera mis en œuvre d'ici 2012 ;

● *un service minimum a été mis en place dans les écoles primaires en cas de grève, afin d'assurer l'accueil des élèves ;*

● *dès la rentrée 2008, les cours seront supprimés le samedi matin,* afin de permettre aux familles de profiter pleinement de leur week-end. L'accueil des enfants sera néanmoins assuré dans les écoles, où seront proposées des activités culturelles et sportives.

▶ D'autres mesures sont prévues pour soutenir les familles et, en particulier, les personnes qui donnent de leur temps pour un proche :

● *exemple :* dans le plan Alzheimer, l'augmentation du nombre de places en établissements d'hébergement de jour ou d'accueil temporaire permettra de donner du « répit » à ceux qui s'occupent d'une personne dépendante atteinte de cette maladie.

Voir aussi :

Alzheimer, École, Service minimum à l'école

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Xavier Darcos

FONCTIONNAIRES

EN COURS

A RETENIR

- **Nécessité de diminuer le nombre de fonctionnaires pour mieux les rémunérer**
- **Engagement du président de la République : revaloriser les carrières et les rémunérations**

F

▶ La France a trop de fonctionnaires :

- *trop de fonctionnaires pour correctement les rémunérer ;*
- *trop de fonctionnaires par rapport aux autres pays développés ;*
- *trop de fonctionnaires compte tenu de l'état des finances publiques.*

▶ Nicolas Sarkozy a promis aux fonctionnaires un **nouveau « pacte » gagnant-gagnant : moins de fonctionnaires, mais mieux payés, avec de meilleures perspectives de carrière. C'est en diminuant le nombre de fonctionnaires que l'on pourra réellement revaloriser leur pouvoir d'achat.**

▶ Diminuer le nombre de fonctionnaires :

- en *2008, 23 000 postes de fonctionnaires partant à la retraite ne sont pas renouvelés ;*
- *cela équivaut au départ d'un fonctionnaire sur trois* (un sur deux, si l'on exclut les ministères de la Justice, de la Recherche ou de l'Éducation nationale, qui sont des ministères prioritaires) ;
- *l'objectif sur le quinquennat reste un départ sur deux non renouvelé.*

▶ Augmenter le pouvoir d'achat des fonctionnaires à court terme :

- *le point d'indice qui sert de base aux salaires des 5 millions de fonctionnaires va être augmenté de 0,5 % ;*
- ***tout comme les salariés du privé, les fonctionnaires bénéficieront du paiement des jours de RTT non pris et des heures supplémentaires payées 25 % de plus et exonérées de charges sociales et fiscales ;***

● *les heures supplémentaires non récupérées au sein de la fonction publique hospitalière seront payées.* Un premier accord a été conclu entre l'État et les syndicats.

▶ Revaloriser les carrières :

● *en proposant des salaires justes et en prenant en compte le mérite.* Nicolas Sarkozy s'y est engagé. La rémunération sera de plus en plus individualisée. Les agents les plus impliqués dans leur travail et les plus performants seront rémunérés et récompensés à la mesure des efforts fournis ;

● *la mobilité des fonctionnaires sera facilitée et ceux qui veulent changer d'administration ou quitter la fonction publique ne seront plus empêchés de le faire.* Les fonctionnaires qui veulent rejoindre le privé recevront un pécule pour leur permettre de se reconvertir.

Voir aussi :

Déficit et dette publique, Impôts, Réforme de l'État

Ministres concernés :

André Santini, Éric Woerth

FRANCHISES MÉDICALES

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Franchises modiques**
- **Financer un effort de solidarité (Alzheimer)**
- **Les plus modestes en sont exonérés**

▶ Nicolas Sarkozy et le gouvernement ont décidé de mettre en place, depuis le 1er janvier 2008, des franchises médicales pour financer la lutte contre la maladie d'Alzheimer et le cancer, ainsi que pour développer les soins palliatifs.

▶ Les franchises médicales sont une marque de solidarité :

- *ces franchises sont très modiques.* Pour chaque boîte de médicaments achetée, les Français devront payer 0,50 euro qui ne seront pas remboursés. Pour chaque acte paramédical, ce sera le même montant. Les visites chez le médecin ne sont pas concernées. Nul ne pourra payer plus de 50 euros par an de franchises médicales ;

- *les plus modestes en sont exonérés,* tout comme les enfants ;

- *les franchises sont un investissement pour la santé de chacun.* Tout le monde, surtout les personnes âgées, peut être confronté au cancer, à la maladie d'Alzheimer. Chacun peut être amené, à la fin de sa vie, à bénéficier de soins palliatifs pour moins souffrir.

▶ Ce n'est pas cher payé pour lutter contre le cancer ou Alzheimer et développer les soins palliatifs pour une fin de vie plus digne.

Voir aussi :

Alzheimer, Personnes âgées, Santé

Ministre concernée :

Roselyne Bachelot

G

GAUCHE

A RETENIR

- **Divisée et aphone, la gauche n'a plus rien à dire sur les grands sujets de société**
- **Les partis de gauche ont trahi l'espoir qui avait été placé en eux**

▶ Europe, capitalisme, rôle de l'État, immigration, sécurité, etc. : la gauche socialiste, communiste ou extrême, n'a plus rien à dire.

▶ La gauche offre un spectacle désolant :

- *le spectacle de la division :* incapables de se rassembler autour d'un projet commun, entre partis de gauche et même entre courants du PS ; incapables, au sein du PS, de dépasser leurs clivages, même pour soutenir leur candidate à la présidentielle ; incapables d'être autre chose que des clans au service de l'ambition de quelques figures du PS ;

- *le spectacle de l'opposition systématique et stérile :* les Français attendent de la gauche qu'elle s'oppose, mais de manière intelligente ; elle préfère « faire de la politique à l'ancienne », à coups d'obstruction parlementaire et de petites phrases ;

- *le spectacle de l'absence d'idées :* incapables de s'entendre, **les partis de gauche ne proposent plus rien,** disparaissant petit à petit du débat public.

▶ **Dernier exemple en date d'une gauche empêtrée dans ses divisions, le traité de Lisbonne.** Aucun message clair n'a pu être entendu venant des socialistes : pour, contre ou abstention ? Impossible de connaître la position du Parti socialiste sur ce sujet.

▶ **La conséquence, c'est que la gauche ne défend plus les Français,** qu'elle a trahi l'espoir qu'elle suscitait autrefois chez les classes modestes.

▶ **L'espoir de changement n'est plus à gauche, mais dans la majorité réunie autour de Nicolas Sarkozy.** La gauche est devenue le parti du *statu quo* et de l'immobilisme, alors que Nicolas Sarkozy incarne l'esprit de renouveau et de réforme.

Voir aussi :

Nouvelle manière de faire de la politique

GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Rendez-vous historique**
- **Révolution écologique**
- **Bonus / malus écologique**

▶ **La France doit contribuer à la révolution écologique, chez elle, en Europe et dans le monde. Pour être porteuse de ce projet, la France doit devenir un modèle de développement durable.** C'est là l'objectif du président de la République et le but du Grenelle de l'environnement.

▶ Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy s'était engagé à organiser un « Grenelle de l'environnement » qui réunirait autour d'une même table les experts, les associations, les partenaires sociaux et les citoyens, pour définir des mesures concrètes répondant à l'urgence écologique.

▶ Peu après son élection, Nicolas Sarkozy a lancé **le Grenelle de l'environnement, qui a rendu les conclusions de ses travaux en novembre 2007.**

▶ **L'objectif du Grenelle était ambitieux : définir les décisions à prendre dans les cinq prochaines années pour répondre aux problèmes environnementaux qui se poseront dans les cinquante ans à venir.**

▶ **Le Grenelle de l'environnement a été un rendez-vous historique pour la France,** du point de vue de l'enjeu (répondre à l'urgence écologique), comme

du point de vue de la méthode adoptée (tous les acteurs de l'environnement réunis autour de la table, consultation du grand public).

▶ Ce que la gauche n'avait pas fait en cinq années de gouvernement Jospin (les Verts étant présents au gouvernement), Nicolas Sarkozy l'a fait en quelques mois.

▶ Les travaux et les conclusions du Grenelle ont été unanimement salués et *sont suivis d'effet*, c'est-à-dire que ce ne sont pas des vœux pieux :

- *le gouvernement a déjà mis en œuvre certaines des mesures préconisées par les conclusions du Grenelle. Exemple :* le bonus/malus écologique ;

- *un projet de loi de programmation sera présenté dans les prochains mois,* pour mettre en applications les mesures annoncées par le président de la République.

G

Propositions tirées du discours prononcé par le président de la République, à l'issue du Grenelle de l'environnement :

● Énergie :
- poursuite de la politique nucléaire, sans créer de nouveaux sites ;
- faire de la France le leader des énergies renouvelables.

● Recherche :
- investissement massif dans la recherche (1 milliard d'euros sur quatre ans à la recherche pour les énergies et les moteurs du futur, la biodiversité et la santé environnementale).

● Transports :
- investissement massif dans les transports ferroviaires, urbains et fluviaux.

● Logement :
- doublement du nombre de bâtiments anciens rénovés par an ;
- dès 2012, tous les bâtiments neufs répondront aux normes basse consommation d'énergie et, d'ici à 2020, ils seront tous à « énergie positive » (producteurs d'énergie).

● Agriculture :
- développement d'une agriculture et d'une pêche de haute qualité environnementale ;

- suspension de la culture commerciale du maïs OGM Mon810, dans l'attente des conclusions d'une expertise ;
- poursuite de la recherche sur les OGM ;
- obligation pour les cantines publiques de proposer au moins une fois par semaine un repas issu de l'agriculture biologique.

● **Administrations exemplaires :**
- tous les véhicules des administrations devront être propres en 2009 ;
- réforme du code des marchés publics pour rendre obligatoires les clauses environnementales.

● **Fiscalité verte :**
- création d'une taxe sur les camions qui empruntent le réseau routier français ;
- création d'une taxe écologique annuelle sur les véhicules neufs les plus polluants ;
- création d'un crédit d'impôt environnement ;
- étudier la création d'une taxe carbone ;
- étudier la possibilité de création d'une « taxe climat-énergie » sur les énergies fossiles ;
- poursuite du chantier de la TVA à taux réduit pour les produits écologiques au niveau européen.

● **Biodiversité :**
- création d'une trame verte nationale.

● **Santé environnementale :**
- insonorisation des logements à proximité des aéroports avant cinq ans ;
- plan d'éradication du saturnisme ;
- adoption d'une nouvelle loi sur l'air ;
- interdiction des pesticides les plus dangereux en urgence et mise en place d'un plan pour réduire de 50 % l'usage des pesticides dangereux, si possible dans les dix ans qui viennent.

Voir aussi :

Impôts, Lutte contre le changement climatique, Nucléaire, OGM

Ministres concernés :

Jean-Louis Borloo, Nathalie Kosciusko-Morizet

HANDICAPÉS

EN COURS

A RETENIR

- **Revalorisation de l'allocation adulte handicapé de 25 % d'ici 2012**
- **120 millions d'euros pour les Maisons départementales des personnes handicapées**

▶ Il n'est plus possible de tolérer les discriminations dont souffrent les personnes handicapées.

▶ Ces discriminations concernent l'accès à l'emploi, à l'école ou aux études. Les personnes handicapées sont souvent dans l'impossibilité de mener une vie normale, parce que des discriminations « de fait » subsistent (exemple : accéder à des espaces ouverts au public).

▶ Nicolas Sarkozy s'est engagé durant la campagne à faciliter la vie des personnes handicapées et il a tenu ses promesses :

- *la scolarisation des enfants handicapés et les études des jeunes handicapés sont désormais plus simples.* Exemple : 2 700 auxiliaires de vie scolaire en plus, à la rentrée scolaire 2007. Ils s'occupent de l'accompagnement de la scolarisation des enfants et de leur sécurité. **C'est un premier pas vers le droit opposable à la scolarisation des enfants handicapés, voulu par Nicolas Sarkozy ;**

- *l'accessibilité des personnes handicapées aux bâtiments qui accueillent du public fait l'objet d'une attention particulière.* Dans toutes les communes de plus de 5 000 habitants, une commission d'accessibilité a été créée ; elle doit veiller à ce que tous les bâtiments accueillant du public soient accessibles aux personnes handicapées ;

- *un comité de suivi de la loi sur le handicap de 2005 a été créé,* pour vérifier son application ;

- la déductibilité des intérêts d'emprunt d'un crédit immobilier est doublée pour une personne handicapée.

▶ **Le gouvernement a décidé d'augmenter les aides publiques pour les personnes handicapées, pour plus de solidarité :**

- *l'allocation adulte handicapé (AAH),* qui concerne près de 800 000 personnes, va être augmentée de 25 % d'ici à 2012 ;

- *120 millions d'euros sont consacrés aux Maisons départementales des personnes handicapées.* Ces maisons accueillent les personnes handicapées et leurs familles et simplifient les démarches relatives aux droits et prestations auxquels elles ont accès ;

- la *prestation compensatoire du handicap,* aujourd'hui accordée à 20 000 handicapés adultes, sera ouverte pour 6 000 enfants lourdement handicapés dès avril 2008.

Voir aussi :

École

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Xavier Darcos, Valérie Létard

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Défiscalisation des heures supplémentaires dans le privé et le public**
- **Heures supplémentaires payées 25 % de plus**
- **Succès du dispositif : 75 % des PME y ont eu recours**

▶ Les Français peuvent désormais travailler plus pour gagner plus, grâce au dispositif d'exonération des heures supplémentaires promis par Nicolas Sarkozy.

▶ Depuis le 1er octobre 2007, les heures supplémentaires sont :

- payées 25 % de plus ;
- exonérées totalement d'impôt sur le revenu et partiellement de cotisations sociales.

▶ Les fonctionnaires peuvent profiter, eux aussi, des heures supplémentaires.

▶ Les heures supplémentaires fonctionnent : selon une enquête de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss), 75 % des PME déclarent utiliser le nouveau dispositif d'exonération des heures supplémentaires.

▶ Les heures supplémentaires s'adressent aux classes modestes et moyennes : c'est donc elles qui bénéficient des 5,5 milliards d'euros du « paquet fiscal » consacrés au financement des heures supplémentaires.

Voir aussi :

Coût du travail

Ministre concernée :

Christine Lagarde

I

IMMIGRATION CHOISIE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Renforcement de la lutte contre l'immigration clandestine**
- **Promotion de l'immigration économique et d'une politique de quotas**

▶ La France a trop longtemps subi son immigration, sans la maîtriser.

▶ Nicolas Sarkozy travaille depuis plusieurs années à la maîtrise de l'immigration en France : lorsqu'il était ministre de l'Intérieur et maintenant comme président de la République.

▶ Maîtriser l'immigration, cela signifie :

- *lutter contre l'immigration clandestine* et refuser, à la différence de la gauche, les régularisations massives qui n'ont pour effet que de provoquer un « appel d'air » et d'encourager l'immigration clandestine ;

- *faire en sorte que l'immigration soit un atout pour la France,* ***en privilégiant l'immigration économique,*** c'est-à-dire l'accueil de migrants qui répondent aux besoins de l'économie française. Nous en sommes encore loin : 49 % des titres de séjours accordés en 2006 le sont au titre du regroupement familial et seulement 7 % concernent l'immigration du travail. Le président de la République est déterminé à atteindre un objectif de 50 % d'immigration économique d'ici 2012. Pour cela, **l'État favorisera l'entrée des travailleurs immigrés dans les secteurs où la France en a besoin ;**

- *donner aux immigrés les chances d'une intégration réussie.* L'intégration passe avant tout par le travail et non par l'assistance. Elle nécessite aussi

de partager les valeurs de la France et d'en connaître la langue. **La loi Hortefeux de l'automne 2007 a permis d'avancer sur la voie d'une intégration réussie**.

▶ **Nicolas Sarkozy s'était aussi engagé à mettre en place des quotas d'immigration.** Une première étape a été franchie avec la création, le 7 février 2008, par Brice Hortefeux d'une commission pour réfléchir à la mise en place d'une politique de quotas. Elle rendra ses conclusions à la fin du mois de mai.

▶ Parce que la France a besoin que ses voisins européens s'engagent, eux aussi, pleinement dans la maîtrise de l'immigration, un **« pacte européen » sur l'immigration est en préparation.**

▶ **Maîtriser l'immigration, ce n'est pas la refuser. C'est tout mettre en œuvre pour que la France et les migrants en tirent un avantage.**

▶ **C'est enfin une politique humaniste : qui peut croire que la politique menée jusqu'en 2002 a été couronnée de succès et respectueuse des hommes et des femmes venant en France ? Il suffit de voir les problèmes d'intégration ou de chômage d'une grande partie de la population immigrée pour comprendre que c'était un échec.**

Voir aussi :

Banlieues, Codéveloppement, Intégration réussie

Ministre concerné :

Brice Hortefeux

IMPÔTS

EN COURS

A RETENIR

- **Bouclier fiscal à 50 %**
- **Heures supplémentaires totalement défiscalisées**
- **Exonération d'impôt sur le revenu pour les étudiants travaillant**

▶ Nicolas Sarkozy l'a rappelé durant la campagne : le niveau des prélèvements obligatoires est trop élevé en France. Il s'est engagé à baisser de 4 points leur taux pour le ramener dans la moyenne européenne.

▶ C'est une question à la fois de pouvoir d'achat des ménages et de compétitivités des entreprises françaises.

▶ Le président de la République et le gouvernement ont déjà commencé à baisser les impôts :

- *bouclier fiscal à 50 %*, contre 60 % précédemment, pour que le montant des impôts directs versés par le contribuable ne dépasse plus la moitié de ce qu'il gagne ;

- *réduction de l'ISF de 75 %* des montants versés à la recherche et à des fondations ou investis dans les PME ;

- *suppression des droits de succession,* sauf pour les familles les plus riches ;

- *déduction des intérêts d'emprunts immobiliers* de l'impôt sur le revenu ;

- *défiscalisation et exonération de charges sociales des heures supplémentaires ;*

- *exonération d'impôt sur le revenu des salaires tirés du travail étudiant* pour les jeunes de moins de 26 ans, dans la limite de trois fois le Smic mensuel par an ;

- *suppression de l'imposition forfaitaire annuelle* (IFA) dès 2009.

▶ Pour aller plus loin, une « revue générale des prélèvements obligatoires » est actuellement menée par Christine Lagarde. Cette « revue » évalue

l'impact économique des impôts et les possibilités de simplification du système fiscal. Des propositions concrètes seront faites au printemps.

▶ **Il est regrettable que, pendant ce temps, la gestion des conseils régionaux socialistes entraîne depuis 2004 une incroyable explosion de la fiscalité régionale** (plus de 50 % depuis 2004 en Île-de-France, par exemple). Est en cause, le dérapage des dépenses de fonctionnement et de communication, alors que les dépenses d'investissement baissent.

▶ **Le président de la République s'est également engagé à mettre en place une véritable fiscalité écologique, destinée à encourager les comportements écoresponsables :**

- cette nouvelle orientation de la fiscalité *se fera à niveau de prélèvements obligatoires constant ;*

- certaines mesures sont déjà entrées en vigueur comme le « bonus/malus » écologique pour l'achat d'un véhicule neuf ;

- d'autres mesures fiscales décidées lors du Grenelle de l'environnement sont à venir.

Voir aussi :

Coût du travail, Grenelle de l'environnement, Heures supplémentaires, PME, Pouvoir d'achat

Ministres concernés :

Jean-Louis Borloo, Nathalie Kosciusko-Morizet, Christine Lagarde, Éric Woerth

INSTITUTIONS

EN COURS

A RETENIR

- **La réforme est en cours**
- **Moderniser la Ve République et revaloriser le rôle du Parlement**

▶ Nicolas Sarkozy s'était engagé à moderniser les institutions de la Ve République et à rendre notre démocratie « irréprochable ».

▶ **La réforme des institutions est engagée.** Le comité présidé par Édouard Balladur a remis des propositions au président de la République. Le Premier ministre et le gouvernement élaborent un projet de loi de modification de la Constitution.

▶ Cette réforme permettra de :

- *revaloriser le Parlement* en lui donnant, par exemple, un droit de regard sur les nominations faites par le président de la République, en lui donnant une plus grande maîtrise de ses travaux ou en renforçant ses moyens de contrôle ;

- *moderniser la fonction de président de la République,* en lui permettant de s'exprimer devant le Parlement ou en limitant à deux le nombre de ses mandats ;

- *moderniser la justice* (exemple : réforme du Conseil supérieur de la magistrature, pour une justice plus responsable) ;

- *créer de nouveaux droits pour les citoyens* (exemple : saisine directe du Conseil supérieur de la magistrature).

▶ Aucune décision n'a été prise sur la proportionnelle et le débat sur ce sujet se poursuit. Il s'agit de concilier :

- la préservation d'une majorité stable pour gouverner ;

- la nécessaire représentation des petites formations politiques au Parlement, pour plus de démocratie.

Voir aussi :

Transparence

Ministre concernée :

Rachida Dati

INTÉGRATION RÉUSSIE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

➲ **La langue, la connaissance de nos valeurs et le travail sont les clés de l'intégration**

▶ Conformément au souhait du président de la République, **le gouvernement agit pour que les immigrés en situation régulière puissent réellement s'intégrer dans la société française.**

▶ **Cette intégration réussie est une nécessité, à la fois :**

- *pour la France* (une grande partie des difficultés des banlieues résulte de l'échec de la politique d'intégration) ;

- *pour les immigrés eux-mêmes* (ne pas se tenir à l'écart de la société, avoir un emploi, préparer l'avenir de ses enfants).

▶ **La loi Hortefeux d'octobre 2007 va dans ce sens. S'intégrer en France, c'est tout à la fois :**

- *parler français :* un véritable parcours d'apprentissage du français est maintenant imposé aux candidats au regroupement familial, avant l'arrivée en France ;

- *connaître et partager nos valeurs :* en signant le « contrat d'accueil et d'intégration pour la famille », les immigrés s'engagent à respecter et à transmettre nos valeurs ;

- *pouvoir vivre des fruits de son travail :* en développant l'immigration économique, le gouvernement permettra aux immigrés accueillis en

France d'y trouver plus facilement un emploi ; en imposant aux candidats au regroupement familial de pouvoir faire vivre leur famille sans aide sociale (allocations familiales ou RMI), la France garantit à celles et ceux qui viendront en France de pouvoir s'intégrer par le travail.

Voir aussi :

Banlieues, Codéveloppement, Immigration choisie

Ministre concerné :

Brice Hortefeux

INTERDICTION DE FUMER

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Un impératif de santé publique**
- **Des aménagements éventuels pour les zones rurales**

▶ La consommation de tabac est la première cause de mortalité évitable, avec environ **66000 décès** chaque année.

▶ En moyenne, **un fumeur régulier sur deux meurt prématurément des causes de son tabagisme** et la moitié de ces décès se situent entre 35 et 69 ans ; le tabagisme passif provoque quant à lui **5000 morts par an**.

▶ La santé publique imposait une action forte ; le gouvernement a donc décidé, en 2006, d'étendre progressivement l'interdiction totale de fumer à tous les lieux ouverts au public.

● *Les Français ont d'ailleurs bien accepté cette interdiction :* **seulement 120 procès-verbaux ont été dressés depuis le 1er janvier.**

▶ **Il ne faut pas toutefois négliger le rôle social majeur que remplissent les bars-tabac dans de nombreuses communes rurales.** Nicolas Sarkozy a donc mis en place un groupe de travail en collaboration avec les buralistes, afin de **réfléchir aux éventuels aménagements possibles pour les zones rurales.**

Voir aussi :

Santé

Ministre concernée :

Roselyne Bachelot

IRAN

A RETENIR

- **Il ne faut pas laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire**
- **Il faut associer dialogue et fermeté**

▶ **L'Iran est l'objet de beaucoup d'inquiétudes.** Il est soupçonné de poursuivre illégalement des activités d'enrichissement d'uranium pour développer des armes nucléaires.

▶ **Dès son élection, le président de la République a rappelé qu'un Iran doté de l'arme nucléaire constituait un risque inacceptable pour l'ensemble de la planète.** Le récent essai de missile longue portée effectué par l'Iran montre que le territoire européen est directement menacé.

▶ **Déterminé à trouver une solution au dossier iranien, Nicolas Sarkozy s'efforce d'associer dialogue et fermeté.** Il a proposé aux États qui renoncent définitivement au nucléaire militaire d'accéder plus facilement au nucléaire civil, qui est l'énergie de demain. Le président de la République a également milité pour un renforcement des sanctions internationales contre l'Iran.

Voir aussi :

Diplomatie et relations internationales

Ministre concerné :

Bernard Kouchner

ISF

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **L'ISF a été réformé pour être plus juste**
- **L'ISF a été réformé pour être plus utile à l'économie française**

▶ L'impôt sur la fortune (ISF) n'a pas été supprimé par Nicolas Sarkozy, car il est normal que les riches paient des impôts.

▶ Toutefois l'ISF a été réformé par la loi Tepa, en 2007, pour être *plus juste* et *plus intelligent :*

- *plus juste,* car certains contribuables modestes devaient acquitter l'ISF à cause de la hausse du prix de l'immobilier (résidence principale). Désormais, l'abattement d'ISF sur la résidence principale est de 30 % (contre 20 % avant la loi) ;

- *plus intelligent,* car désormais l'ISF peut être mis au service de l'intérêt général et de notre économie : servir à financer des PME, le CNRS, des universités, des fondations reconnues d'utilité publique ou des associations d'insertion.

▶ **Concrètement :** les contribuables assujettis à l'ISF peuvent soustraire du montant de leur impôt 75 % des investissements qu'ils réalisent dans des PME dans la limite de 50 000 euros, ainsi que, toujours dans la même limite, 75 % des dons qu'ils font aux établissements publics d'enseignement et de recherche, aux fondations, etc.

Voir aussi :

Impôts, PME

Ministre concernée :

Christine Lagarde

JEUNES

EN COURS

A RETENIR

- **Création d'un service civique obligatoire**
- **Valorisation du bénévolat aux examens et pour les cotisations retraite**
- **Création d'un « contrat d'autonomie » pour les jeunes des banlieues**

▶ Parler des jeunes, c'est parler de l'avenir de la France.

▶ Nicolas Sarkozy et le gouvernement agissent pour que les jeunes trouvent leur place dans la société et retrouvent confiance en l'avenir.

▶ *Transmettre aux jeunes les valeurs de l'engagement au service des autres :*

- *Nicolas Sarkozy s'est engagé à ce que les activités bénévoles soient valorisées,* par l'obtention de points de bonification aux examens et par la validation d'années de cotisation de retraite ;

- parce que les jeunes ont beaucoup à apporter à notre pays et qu'ils doivent apprendre à donner autant qu'à recevoir, *un service civique obligatoire pour les 18-25 ans sera mis en place.* Il devrait prendre la forme d'une centaine d'heures offertes au service des autres et notamment des associations.

▶ *Aider tous les jeunes à commencer dans de bonnes conditions leur vie d'adulte :*

- *favoriser l'accès au logement,* grâce à une politique du logement pour tous ;

- *favoriser l'autonomie financière des jeunes,* en augmentant les bourses universitaires, en défiscalisant le travail étudiant, etc. ;

- *favoriser l'accès à l'emploi :* lutte contre l'échec scolaire, amélioration du fonctionnement du service public de l'emploi (fusion ANPE/Unedic), etc.

▶ Vouloir la réussite pour tous les jeunes :

- *premier exemple : pour les étudiants,* la réforme des universités et l'augmentation des moyens de l'enseignement supérieur sont au service de la réussite de tous les étudiants ;

- *second exemple : pour les jeunes des banlieues,* **l'État aidera tous ceux qui veulent s'en sortir.** Dans les quartiers où l'accès à l'emploi est plus difficile qu'ailleurs, les jeunes ont besoin d'un accompagnement individualisé et renforcé, afin de pouvoir s'insérer durablement dans la vie professionnelle. Le « plan banlieues », présenté le 8 février dernier par le président de la République, Christine Boutin et Fadela Amara, **prévoit ainsi la création d'un « contrat d'autonomie », ouvrant la voie à plus de droits, mais aussi à plus de devoirs pour les jeunes désireux de prendre en main leur avenir. Ce contrat leur assurera un suivi personnalisé.**

Voir aussi :

Banlieues, Chômage, École, Étudiants, Logement, Pouvoir d'achat, Universités

Ministres concernés :

Fadela Amara, Xavier Bertrand, Christine Boutin, Xavier Darcos, Bernard Laporte, Valérie Pécresse

KADHAFI

A RETENIR

- **Une main tendue aux pays qui renoncent au terrorisme**
- **Une politique courageuse et pragmatique pour renforcer la diplomatie**

▶ Le président de la République a fait preuve de courage politique en accueillant le colonel Kadhafi en visite officielle en décembre 2007 :

- cette visite était nécessaire. S'il n'est pas question d'oublier les crimes du passé, il faut encourager tous les pays qui, comme la Libye, font le choix d'abandonner et de condamner le terrorisme ;
- en libérant les infirmières bulgares, la Libye a donné des gages ;
- la France ne peut traiter de la même manière les terroristes en activité et les repentis ;
- Kadhafi a aussi été reçu en Espagne ;
- si l'on continue de maintenir à l'écart les pays qui font des efforts pour devenir « fréquentables », on ne fera qu'inciter les dictatures à se replier sur elles-mêmes et donc à devenir de vrais dangers pour leurs peuples et pour les autres pays.

▶ **Accueillir Mouammar Kadhafi, ce n'est pas fermer les yeux sur ce qui ne va pas en Libye.** Nicolas Sarkozy a abordé la question des droits de l'homme avec Kadhafi lors de sa visite et reste ainsi fidèle à ses convictions fortes (défense des droits de l'homme partout où ils sont menacés). S'il ne se souciait pas des droits de l'homme en Libye, Nicolas Sarkozy aurait laissé les infirmières bulgares à leur sort injuste.

▶ Les donneurs de leçons n'ont jamais permis de libérer un pays de la dictature. La diplomatie, ce n'est pas discuter et s'indigner entre intellectuels. C'est un travail de terrain, comme le fait Nicolas Sarkozy.

Voir aussi :

Diplomatie et relations internationales

Ministres concernés :

Bernard Kouchner, Rama Yade

LAÏCITÉ

A RETENIR

- **La laïcité garantit l'indépendance de l'État vis-à-vis des religions**
- **Il n'est pas question de remettre en cause le principe de laïcité**

▶ Le principe de laïcité est un principe fondamental de notre République et il n'est absolument pas question de revenir dessus.

▶ Remettre en cause le principe de laïcité, ce serait faire un bond de cent ans en arrière. Mais ignorer la question religieuse serait aussi une erreur.

▶ La laïcité est un principe moderne. Parce qu'il est moderne, il doit s'adapter à son temps :

- *cela a été le cas avec la loi du 15 mars 2004,* qui a interdit les signes extérieurs « manifestant ostensiblement une appartenance religieuse », dans les établissements d'enseignements primaire et secondaire ;

- *la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État est une loi essentielle, mais on ne peut comparer la France de 1905 à celle de 2008.* Le poids des religions a beaucoup changé, l'Islam s'est développé en France et il n'est pas normal que des citoyens français égaux en droits se retrouvent inégaux dans la pratique de leur religion.

▶ **Il faut porter un regard réaliste sur l'Islam en France.** Le manque de mosquées en France conduit à un Islam pratiqué de manière clandestine, plus facilement à la portée et sous l'influence des extrémismes.

Voir aussi :

Sincérité

LOGEMENT

EN COURS

A RETENIR

- **Résoudre la crise du logement**
- **Action en faveur des classes modestes et moyennes**
- **Accession à la propriété, effort de construction, droit au logement, habitat indigne, lutte contre la hausse du coût du logement**
- **Plus de 550 000 permis de construire délivrés en 2007**
- **142 000 logements sociaux de plus en 2008**

▶ La France doit faire face à une véritable crise du logement, dont sont victimes les classes modestes et moyennes, qui sont confrontées à des difficultés croissantes pour se loger :

- *il n'y a pas assez de logements, notamment de logements sociaux ;*
- le *coût du logement* a explosé ;
- l'*accession à la propriété* est plus difficile que jamais ;
- trop de logements sont encore *indignes* ou *insalubres*.

▶ Durant la campagne, Nicolas Sarkozy a fait du logement une de ses priorités.

▶ Il s'est engagé à :

- *fournir un effort de construction sans précédent ;*
- *lutter contre la hausse des coûts du logement* pour soutenir le pouvoir d'achat ;
- *aider ceux qui le veulent à devenir propriétaires ;*
- *rendre le droit au logement opposable ;*
- *agir contre l'habitat indigne.*

▶ Nicolas Sarkozy et le gouvernement mettent en application ces engagements :

***1.** engager un effort de construction sans précédent pour faire baisser le coût du logement :*

● les mises en chantier de logements n'ont jamais été aussi nombreuses qu'en 2007 : 554 000 permis de construire ont été délivrés.

● l'État finance, en 2008, 142 000 logements sociaux, soit trois fois plus qu'en 2000 ;

***2.** lutter contre la hausse des coûts du logement pour soutenir le pouvoir d'achat :*

● un nouvel indice pour l'évolution des loyers a été créé. Il divise quasiment par deux la hausse des loyers en 2008 ;

● la garantie exigée pour les locataires d'un appartement est ramenée de deux mois à un mois de loyer ;

***3.** aider ceux qui le veulent à devenir propriétaires :*

● toute personne qui veut acheter sa résidence principale bénéficie d'un crédit d'impôt sur les intérêts de l'emprunt qu'elle a souscrit ;

● les ventes de logements HLM à leurs occupants vont être fortement augmentées : 40 000 logements seront vendus chaque année, soit 1 % du parc HLM ;

● avec le développement du prêt hypothécaire, il sera possible de rembourser d'abord la maison qu'on a achetée avant de rembourser le terrain sur lequel elle est bâtie ;

***4.** rendre le droit au logement opposable :*

● le gouvernement met en application la loi sur le logement opposable ;

● depuis le 1er janvier 2008, elle s'applique pour les personnes sans abri ;

● à partir de la fin de l'année 2008, l'État sera tenu de fournir un logement aux personnes les plus démunies (SDF, femmes seules et avec charge d'enfant, personnes aux revenus les plus modestes). À partir du 1er décembre 2008, ces personnes pourront demander un logement (recours) ;

***5.** agir contre l'habitat indigne :*

- c'est la mission de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine qui lutte contre l'habitat dégradé.

Voir aussi :

Coût de la vie, Pauvreté, Pouvoir d'achat, SDF

Ministres concernées :

Christine Boutin, Christine Lagarde

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Changer les comportements**
- **Grenelle de l'environnement : bonus / malus écologique**
- **Sommet de Bali, pour un nouveau traité international sur le changement climatique**

▶ Pour la première fois de son histoire, l'humanité entière est confrontée à une crise de dimension mondiale : le changement climatique, qui résulte des émissions de CO_2 rejetées par les activités humaines.

▶ S'il n'est pas maîtrisé d'urgence, le changement climatique aura des conséquences dramatiques, y compris en France : canicules, inondations, élévation du niveau des océans, etc.

▶ Pour lutter contre le changement climatique, chacun doit se mobiliser, en France comme dans le reste du monde :

- *en France,* pour être plus économes en énergie et en pétrole. Le Grenelle de l'environnement a été l'occasion de mesures fortes pour le transport, le logement ou le développement des énergies propres.

Exemples de mesures décidées par le gouvernement : la réduction des transports routiers de marchandises par le développement du fret

ferroviaire et maritime, une meilleure isolation des bâtiments, le maintien et le renouvellement du parc nucléaire français, le bonus/malus écologique ;

● *dans le monde,* par un nouvel accord international sur le changement climatique qui permette de réduire sensiblement les rejets de gaz à effet de serre partout, y compris aux États-Unis et en Chine. Une première étape vers un nouveau traité pour lutter contre le réchauffement climatique, prenant le relais du protocole de Kyoto, a été franchie lors du sommet de Bali (mi-décembre 2007).

Voir aussi :

Bonus / malus écologique

Ministres concernés :

Jean-Louis Borloo, Nathalie Kosciusko-Morizet, Christine Lagarde

MN

NOUVELLE MANIÈRE DE FAIRE DE LA POLITIQUE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Nicolas Sarkozy a été élu pour agir**
- **Nicolas Sarkozy défend une nouvelle manière de présider et de faire de la politique**

▶ Lors de l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy voulait que les Français ne votent pas « contre », mais bien « pour » :

- pour le *changement*;
- pour un *projet*;
- pour un *autre lendemain* où tout deviendrait possible grâce à l'effort, au travail et au mérite ;
- pour une *France confiante dans l'avenir et en elle-même*, et qui refuse la fatalité.

▶ Ce changement est devenu une réalité, comme en témoigne l'ensemble des réformes courageuses sur lesquelles Nicolas Sarkozy s'était engagé. Le changement, c'est aussi une nouvelle manière de faire de la politique.

▶ Le Président va, en toute transparence, à la rencontre des Français, afin de les écouter et d'expliquer ses choix.

▶ Avec Nicolas Sarkozy, la volonté et le refus de l'inaction sont de retour au plus haut sommet de l'État. C'est ce qu'il avait promis aux Français.

▶ L'ouverture et la défense du dialogue social sont deux composantes centrales de cette nouvelle manière de faire de la politique.

▶ Nicolas Sarkozy ne demande qu'une seule chose aux Français : **être jugé sur son bilan à la fin de son mandat de cinq ans.**

▶ Un Président qui dit ce qu'il fait et qui fait ce qu'il dit : voilà une nouvelle manière de faire de la politique.

Voir aussi

Gauche, Ouverture, Sincérité, Transparence

NUCLÉAIRE

EN COURS

A RETENIR

- **Maintenir et renouveler le parc nucléaire en France**
- **Lutter contre le changement climatique**
- **Contribuer à diminuer la dépendance énergétique de la France**

▶ Nicolas Sarkozy a choisi, lors de la campagne présidentielle et à l'issue du Grenelle de l'environnement, de ne pas remettre en cause la production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire.

▶ C'est un choix de responsabilité et d'avenir :

- *l'énergie nucléaire*, qui représente près de 80 % de la production d'électricité en France, **est une énergie respectueuse de l'environnement.** Pour une production d'électricité égale, une centrale nucléaire émet 120 fois moins de CO_2 qu'une centrale à charbon et 100 fois moins qu'une centrale au fioul ;

- *il faut être conscient que, désormais,* ***refuser le nucléaire, c'est choisir l'effet de serre.*** C'est pourquoi de plus en plus de pays européens ont recours au nucléaire (comme la Finlande, qui a lancé la construction de son premier réacteur EPR en 2005) ;

- ***le nucléaire protège également la France d'une trop grande dépendance envers les pays producteurs de pétrole.*** Sans le nucléaire, la France importerait près de 90 % de son énergie (contre 50 % aujourd'hui).

▶ Il faut donc, comme le veut Nicolas Sarkozy, maintenir et renouveler **le parc nucléaire français,** tout en garantissant un très haut degré de transparence, de sécurité et de protection de l'environnement.

Voir aussi :

Grenelle de l'environnement, Lutte contre le changement climatique

Ministre concernée :

Christine Lagarde

O

OGM

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Dans une situation de doute, la culture du maïs OGM a été suspendue**
- **La recherche doit se poursuivre**
- **Un projet de loi est en cours de discussion pour mieux encadrer les cultures dans l'avenir, améliorer l'expertise publique (haute autorité) et renforcer la transparence**

▶ Les OGM sont une source d'inquiétude pour beaucoup de Français. Le gouvernement a entendu ces inquiétudes.

▶ À l'issue du Grenelle de l'environnement mis en place par Nicolas Sarkozy, une haute autorité provisoire a été créée. Composée d'experts scientifiques, elle a rendu un avis sur le maïs transgénique Mon810 et a jugé qu'il y avait des raisons de demander la suspension temporaire de la culture de ce maïs transgénique en raison de son impact sur l'environnement.

▶ Par conséquent, en application du principe de précaution, Nicolas Sarkozy et le gouvernement ont suspendu pour 2008 la culture de ce maïs, en attendant des études plus approfondies. La France n'est pas la seule en Europe à avoir invoqué ce que l'on nomme au niveau européen la « clause de sauvegarde » : l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Grèce et le Luxembourg l'ont aussi fait.

▶ Mais cette suspension ne doit pas remettre en cause la recherche sur les OGM :

- *aujourd'hui, nous avons des doutes sur ce que peuvent apporter concrètement les OGM ;*

- *cela ne veut pas dire que les OGM ne peuvent pas être utiles :* utiles pour l'environnement (diminuer l'usage de pesticides), pour la santé humaine (plantes enrichies en vitamines), pour le développement des pays pauvres (plantes résistant à la sécheresse) ;

- *nous ne pouvons nous laisser distancer en matière de recherche sur les OGM :* des pays comme les États-Unis ou la Chine sont déjà en pointe dans ce domaine et nous ne pouvons nous permettre de prendre du retard.

▶ Un projet de loi mettant en œuvre les conclusions du Grenelle de l'environnement est actuellement en discussion au Parlement :

- *il fixe les principes encadrant la culture des OGM,* offrant ainsi une liberté de choix aux agriculteurs ;

- *pour plus de démocratie et de transparence,* une haute autorité composée de scientifiques et de représentants de la société civile est créée ;

- *il pose des règles d'encadrement des cultures, d'étiquetage des produits et de suivi* qui doivent permettre à chaque citoyen de savoir ce qu'il a dans son assiette.

Voir aussi :

Grenelle de l'environnement, Recherche

Ministres concernés :

Michel Barnier, Jean-Louis Borloo, Nathalie Kosciusko-Morizet

OUVERTURE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

➲ **« Ensemble, tout devient possible »**

▶ **La politique d'ouverture est une rupture par rapport aux gouvernements des trente dernières années.** La France a trop souffert par le passé d'être dirigée par tel ou tel clan politique.

▶ **Nicolas Sarkozy a voulu constituer un gouvernement ouvert, non seulement à des hommes et des femmes de gauche, mais également à des personnes issues de la diversité ou de la société civile.**

▶ **L'ouverture n'est pas une mesure d'affichage ou de « casting ».** L'ouverture s'applique à la composition du gouvernement, mais également à des domaines moins « visibles » dans lesquels elle est tout aussi nécessaire. Ainsi, le comité de réflexion pour la réforme des institutions était composé de personnalités et d'experts de gauche comme de droite, qui ont écouté les propositions de toutes les formations politiques.

▶ **C'est cet esprit d'ouverture qui donne leur force aux grandes actions et mesures du gouvernement, telles que le Grenelle de l'environnement.**

▶ **L'ouverture, ce n'est pas demander à ceux qui rejoignent la majorité présidentielle de se trahir ou d'abandonner leurs convictions.** C'est proposer à tous les talents de participer à un projet commun, qui dépasse les clivages traditionnels parce qu'il est dans l'intérêt de la France et de tous les Français.

▶ **L'ouverture est aussi une nouvelle manière de faire de la politique.**

Voir aussi :

Nouvelle manière de faire de la politique

P

PAUVRETÉ

EN COURS

A RETENIR

- « Grenelle de l'insertion »
- Privilégier le travail sur l'assistance
- Mobilisation forte en faveur des sans-abri

▶ Nicolas Sarkozy a fait de la lutte contre la pauvreté un engagement national.

▶ Son objectif est de réduire d'un tiers la pauvreté d'ici à 2012.

▶ Pour y parvenir, le gouvernement a organisé un *« Grenelle de l'insertion »,* c'est-à-dire une grande conférence réunissant les associations d'insertion, les employeurs, l'État, les collectivités locales, etc. Martin Hirsch, haut commissaire aux Solidarités actives, en a présenté les grands principes, le 17 janvier, devant le Parlement.

▶ À l'issue de ce Grenelle, le gouvernement lancera d'importantes réformes destinées à réduire la pauvreté. Les principes de ces réformes seront notamment les suivants :

- *simplifier les dispositifs* de lutte contre la pauvreté et en faveur de l'insertion ;
- *renforcer les droits des plus démunis*, en créant notamment un contrat unique d'insertion ;
- *faire en sorte que le travail paie plus que l'assistance* (notamment grâce au revenu de solidarité active ou RSA) ;
- *permettre aux plus démunis de mieux se déplacer et de faire garder leurs enfants,* afin de trouver un emploi plus facilement.

▶ La lutte contre la pauvreté nécessite aussi une politique en faveur du logement et de l'hébergement :

- pour répondre à l'urgence hivernale, le plan Grand froid 2007-2008 a renforcé l'accueil, l'écoute et l'hébergement des sans-abri ;

- François Fillon a annoncé, le 29 janvier, un plan d'action sur plusieurs années, destiné à résoudre le problème du mal-logement.

Voir aussi :

Logement, Revenu de solidarité active, SDF

Ministres concernés :

Christine Boutin, Martin Hirsch

PÊCHE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

➲ **Un plan pour la pêche doté de 310 millions d'euros**

▶ Durant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a promis de ne pas abandonner la pêche française, car le maintien d'une activité de pêche est nécessaire à de nombreux littoraux français.

▶ Nicolas Sarkozy veut une activité de pêche compétitive et durable.

▶ Lors de sa visite au Guilvinec, le 6 novembre 2007, Nicolas Sarkozy s'est engagé à aider les pêcheurs français fragilisés par la concurrence étrangère et la hausse du prix du gasoil.

▶ Principaux points du « plan de développement durable de la filière pêche française en métropole et outre-mer », présenté le 1er février :

- *310 millions d'euros* sur trois ans ;

- *aller vers une gestion plus durable des ressources halieutiques* (mise en place d'une mission pour la réforme de la pêche, amélioration de

la sélectivité des engins de pêche, augmentation des moyens de l'Ifremer, etc.) ;

● *renforcer l'attractivité du secteur de la pêche pour attirer des jeunes vers la profession* (création de BTS, accompagnement individuel des marins-pêcheurs en cas d'inactivité forcée, etc.) ;

● *améliorer la compétitivité de la pêche française* (réduction de la dépendance au gasoil, modernisation et restructuration de la flotte, aides à la reconversion pour ceux qui veulent quitter la profession, mise en place d'un écolabel et de signes de qualité pour les produits de la mer, réduction des intérêts d'emprunt pour les jeunes patrons souhaitant s'installer) ;

● agir en faveur de la sécurité des pêcheurs (balise individuelle pour chaque membre d'équipage, lancement d'une étude sur la construction de navires plus sûrs, sécurité des navires, etc.).

Voir aussi :

Agriculture

Ministre concerné :

Michel Barnier

PEINES PLANCHERS

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Les peines planchers sanctionnent plus lourdement les récidivistes**
- **Elles restent néanmoins proportionnées**

▶ Lutter contre la délinquance, c'est avant tout prévenir toute récidive, car l'essentiel des crimes et délits est commis par des délinquants récidivistes.

▶ Les peines planchers ont été créées en août 2007.

▶ **Elles permettent de sanctionner plus lourdement les récidivistes,** en imposant une peine d'emprisonnement minimale en cas de récidive.

▶ **Les peines planchers sont proportionnées à la gravité de l'infraction :**

- pour des violences ayant entraîné une interruption totale de travail de plus de huit jours, la peine minimale est fixée à un an ;
- pour un assassinat, passible de la perpétuité, la peine plancher est fixée à quinze ans.

▶ **La peine plancher n'est pas automatique, le juge conserve la possibilité de prononcer une peine inférieure au plancher, mais il doit alors justifier sa décision dans un texte spécifique.**

▶ **4 400 décisions ont été rendues depuis la promulgation de la loi.**

Voir aussi :

Délinquance des mineurs, Récidivistes

Ministre concernée :

Rachida Dati

PÉNIBILITÉ DU TRAVAIL

EN COURS

A RETENIR

- **La pénibilité du travail sera traitée au cours de la carrière professionnelle**
- **La pénibilité du travail doit être traitée par métier**

▶ **La pénibilité du travail, ce sont des maladies ou des usures physiques qui résultent de mauvaises conditions de travail.** Elles peuvent réduire l'espérance de vie ou accélérer l'apparition de maladies chez les retraités.

▶ **Il faut lutter contre la pénibilité du travail, car c'est cela aussi défendre la valeur travail.**

▶ **Durant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy s'est engagé à lutter contre la pénibilité du travail.**

▶ **Le gouvernement a demandé aux partenaires sociaux de parvenir à un accord sur la pénibilité du travail.** Quatre réunions sur ce thème sont programmées entre le 23 janvier et le 25 mars 2008.

▶ **Le traitement de la pénibilité du travail est aujourd'hui source d'injustices :** pourquoi maintenir un départ en retraite à 50 ans pour des conducteurs de TGV, héritage d'une époque où les locomotives étaient au charbon et où la conduite d'un train était particulièrement pénible et usante ? Dans le même temps, nombre de métiers pénibles n'ont droit à aucune compensation.

▶ **Compenser la pénibilité du travail par des départs en retraite plus précoces ne résout rien :** comment profiter d'une retraite plus longue, lorsque l'on est physiquement usé par une vie de travail ?

▶ C'est pourquoi **le gouvernement est déterminé à traiter la pénibilité du travail à la racine ; c'est-à-dire tout au long de la vie professionnelle :** les conditions de travail doivent être améliorées pour réduire au maximum ce qui rend le travail pénible.

Voir aussi :

Personnes âgées, Régimes spéciaux

Ministre concerné :

Xavier Bertrand

PERSONNES ÂGÉES

EN COURS

A RETENIR

- **Revalorisation de 25 % du minimum vieillesse**
- **Cinquième branche de la protection sociale couvrant le risque « dépendance »**

▶ Le président de la République et le gouvernement sont déterminés à lutter contre l'érosion du pouvoir d'achat des retraités.

▶ **La France doit se montrer solidaire de ses aînés.** Nicolas Sarkozy veut faire de la France un modèle en matière de **solidarité intergénérationnelle :**

- *réforme des régimes spéciaux pour plus d'équité face à la retraite ;*
- *hausse des petites retraites ;*
- *mise en place d'un plan d'envergure de lutte contre la maladie d'Alzheimer,* doté de 1,6 milliard d'euros sur cinq ans, afin d'améliorer la prise en charge des malades, de soutenir les familles et de lutter contre la maladie ;
- *création, courant 2008, d'**une cinquième branche de la protection sociale*** pour prendre en charge le risque de dépendance des personnes âgées ou handicapées ;
- lutte contre la pénibilité du travail, pour améliorer les chances de passer une retraite en bonne santé.

Voir aussi :

Alzheimer, Pénibilité du travail, Petites retraites, Régimes spéciaux, Retraites

Ministres concernés :

Roselyne Bachelot, Xavier Bertrand, Valérie Létard

PETITES RETRAITES

EN COURS

A RETENIR

- **Hausse de 25 % du minimum vieillesse sur cinq ans, et une prime de 200 euros dès cette année**
- **Hausse du taux de réversion de 54 à 60 %**

▶ Les petites retraites concernent environ 3 millions de personnes en France.

▶ Parce que tout le monde, y compris les personnes âgées, doit bénéficier d'une hausse de son pouvoir d'achat, **Nicolas Sarkozy s'est engagé à revaloriser les petites retraites.**

▶ **Augmenter les petites retraites, c'est donner des conditions de vie décentes aux personnes âgées.**

▶ **Le Premier ministre, François Fillon, a annoncé que le minimum vieillesse serait augmenté de 25 % sur cinq ans à partir de 2008 et que le taux des pensions de réversion passerait de 54 à 60 %,** afin que les veuves et veufs ne souffrent pas financièrement de la perte de leur conjoint.

▶ Le président de la République a, quant à lui, annoncé que **tous les bénéficiaires du minimum vieillesse recevraient une prime de 200 euros** au début du second trimestre 2008.

Voir aussi :

Personnes âgées, Retraites

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Valérie Létard

PME

EN COURS

A RETENIR

- **Les Français créent des entreprises : 321 000 en 2007**
- **Il faut aider les PME françaises à grandir**

▶ **Les PME sont le socle de notre économie et la clé de notre croissance.** Sur les 2,8 millions d'emplois créés ces vingt dernières années, 80 % (2,3 millions) l'ont été dans les PME.

▶ **En 2007, les Français ont créé 321 000 PME.** L'État doit soutenir ces entreprises et mettre en place des conditions favorables à leur croissance et à leur développement. Les PME françaises ont, en effet, des difficultés à grandir.

▶ **Nicolas Sarkozy a fait adopter, dès l'été 2007, des mesures fiscales et sociales favorables aux PME :**

- *la possibilité de déduire de l'ISF 75 % des investissements réalisés* dans des PME ;

- *l'accès des PME au nouveau dispositif des heures supplémentaires* et des allégements de charges patronales plus élevés pour les TPE (moins de 20 salariés). Les PME plébiscitent ce nouveau dispositif.

▶ **La future loi de modernisation économique du printemps 2008 comprendra des mesures fortes en faveur des PME, dont :**

- *le développement d'un véritable réseau de « business angels »,* comme cela se fait au Royaume-Uni, afin de permettre aux PME de trouver le capital indispensable à leur croissance ;

- *la réduction des délais de paiement pour les marchés publics à trente jours.*

▶ **Afin d'aider les PME à grandir, le président de la République s'est engagé devant les patrons de PME à :**

- *supprimer à titre expérimental,* pendant le premier semestre 2008, les conséquences financières liées au passage des seuils de 10 ou de 20 salariés ;

- *supprimer l'impôt forfaitaire annuel* (IFA) en 2009 ;

- *réserver un minimum de 15 % des marchés publics* de haute technologie et de recherche et développement à des PME innovantes.

▶ Enfin, la présidence française de l'Union européenne, selon les souhaits du président de la République, s'engagera activement aux côtés de la Commission en faveur d'une politique européenne des PME ambitieuse.

Voir aussi :

Croissance, Délocalisations

Ministres concernés :

Christine Lagarde, Hervé Novelli, Éric Woerth

POLITIQUE DE CIVILISATION

EN COURS

A RETENIR

- **Il faut redonner du sens à la politique**
- **Défendre ses valeurs : l'humanisme en politique et la solidarité**

▶ En mai 2007, en élisant Nicolas Sarkozy, les Français ont choisi de redonner du sens à la politique.

▶ Ils ont montré leur volonté de :

- *restaurer les valeurs* du travail, du mérite, du respect et de l'engagement au service des autres ;

- *défendre un modèle humaniste de société :* l'égalité des chances, l'école de la réussite pour tous, la défense des droits de l'homme, la laïcité, le développement durable et la protection de l'environnement, la moralisation du capitalisme, l'accès à la culture, etc ;

- *rendre à la solidarité tout son sens,* en refusant l'assistanat, en aidant plus ceux qui veulent s'en sortir, en refusant les banlieues ghettos,

en rompant avec l'injustice devant la retraite (régimes spéciaux), en modernisant les services publics, etc.

▶ **Les Français ont ainsi fait le choix d'une véritable politique de civilisation, c'est-à-dire une politique qui remet l'homme au cœur de la politique, qui refuse le fatalisme et qui a confiance en l'avenir.** C'est en ce sens que Nicolas Sarkozy a appelé les Nations unies à engager un « New Deal écologique et économique ».

Voir aussi :

Nouvelle manière de faire de la politique

VLADIMIR POUTINE

A RETENIR

➲ **Entretenir de bonnes relations avec le peuple russe**

▶ **Les socialistes ont fait preuve d'une grande hypocrisie** en s'indignant du fait que le président de la République a félicité Vladimir Poutine pour la victoire de son parti aux élections législatives de décembre 2007.

▶ **Critiquer cette élection aurait été vécu comme un affront par le peuple russe :** il ne fait aucun doute que Vladimir Poutine bénéficie d'un très large soutien de la population russe, constaté lors d'une élection dont les résultats ont été jugés réguliers par les observateurs occidentaux.

▶ **Il est certain qu'aujourd'hui le respect des droits fondamentaux n'est pas encore pleinement assuré en Russie, mais ce n'est que par le dialogue que la France et l'Union européenne, ses partenaires, pourront la faire progresser** dans ce domaine.

Voir aussi :

Diplomatie et relations internationales

Ministre concerné :

Bernard Kouchner

POUVOIR D'ACHAT

EN COURS

A RETENIR

- **Priorité absolue du gouvernement**
- **Action sur tous les fronts : salaires et retraites, impôts, coût de la vie, lutte contre le chômage et l'inactivité**

▶ Le pouvoir d'achat est la première préoccupation des Français.

▶ Nicolas Sarkozy et le gouvernement en ont fait leur première priorité, en s'attaquant à toutes les causes de la stagnation, voire de la diminution du pouvoir d'achat :

- *les salaires* et les *retraites* ;
- *les impôts* et les autres prélèvements obligatoires ;
- *le coût de la vie :* le coût du logement, les prix à la consommation, le prix de l'énergie, etc.

▶ Par ailleurs, le gouvernement, en luttant contre le chômage et en favorisant le retour à l'emploi des seniors ou des inactifs (avec le revenu de solidarité active), agit pour augmenter le pouvoir d'achat des Français.

▶ Autres mesures :

- défiscalisation du travail étudiant ;
- déblocage anticipé de la participation et possibilité de prime exceptionnelle exonérée de charges pour les entreprises n'ayant pas mis en place de système de participation ;
- hausse de l'allocation de rentrée scolaire et des aides pour les familles ;
- suppression des droits de succession.

▶ Les premiers résultats sont là, par exemple en matière d'heures supplémentaires. Mais c'est une politique de long terme, qui prend du temps.

▶ Il n'y a pas de solution miracle à effets immédiats pour résoudre le problème du pouvoir d'achat dans sa totalité, ce que chacun peut comprendre.

▶ Ce qu'il faut, c'est poursuivre l'ensemble des réformes de fond engagées et qui commencent à porter leurs fruits.

▶ Le gouvernement est mobilisé pour que tous les Français accroissent leur pouvoir d'achat.

Voir aussi :

Chômage, Coût de la vie, Durée du travail - 35 heures, Emploi des seniors, Étudiants, Familles, Fonctionnaires, Heures supplémentaires, Impôts, Logement, Petites retraites, Prix du gaz, Retraites, Revenu de solidarité active, Salaires, Travailler plus pour gagner plus

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Christine Boutin, Luc Chatel, Christine Lagarde, André Santini, Éric Woerth

PRÉRETRAITES

EN COURS

A RETENIR

➲ **Dissuader financièrement les entreprises d'avoir recours aux préretraites**

▶ Le système des préretraites décourage le travail des seniors et les prive injustement de la possibilité de conserver leur emploi.

▶ Les préretraites :

- c'est moins de travail en France, car les seniors sont écartés de l'emploi ;
- ce sont des salariés âgés dévalorisés, que l'on ne juge pas capables de travailler ;
- ce sont des retraites plus faibles pour ceux qui bénéficient d'une préretraite.

▶ **Permettre aux seniors de travailler plus longtemps, c'est leur offrir la possibilité d'améliorer leur pouvoir d'achat** et de revaloriser leur future retraite.

▶ Nicolas Sarkozy s'était engagé à mettre fin au système des préretraites.

▶ **Les premières mesures ont été adoptées pour dissuader les entreprises d'avoir recours aux préretraites : l'envoi d'un salarié en préretraite coûte désormais plus cher à l'employeur** (la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2008 fait passer le taux de contribution patronale sur les préretraites de 24,15 à 50 %).

▶ Il est indispensable que les employeurs mènent, par ailleurs, une politique de ressources humaines favorable aux salariés les plus âgés.

Voir aussi :

Emploi des seniors, Pénibilité du travail

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Christine Lagarde

PRIX DES CARBURANTS

A RETENIR

➲ **Favoriser les comportements plus économes en carburants**

▶ À cause de la hausse mondiale du prix du pétrole, l'essence et le fuel domestique coûtent de plus en plus cher (début janvier, le baril de pétrole a atteint pour la première fois 100 dollars).

▶ Le courage, c'est dire que nous ne pouvons pas faire grand-chose contre cette hausse, si ce n'est en aidant les Français à être moins dépendants des carburants issus du pétrole.

▶ Seul un changement des habitudes de consommation peut permettre au consommateur de compenser l'augmentation des prix du pétrole : des véhicules plus économes, le recours aux transports en commun, etc.

▶ Contrairement à ce que prétendent les socialistes, le rétablissement de la TIPP flottante ne permettrait pas d'améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs :

- *la TIPP flottante* n'a eu qu'un effet très faible sur le prix des carburants ;
- *par quoi compenser une baisse de la TIPP,* si ce n'est par un autre impôt qui pèserait à son tour sur le pouvoir d'achat ?
- *les socialistes n'ont pas de leçons à donner :* alors que les régions socialistes ont massivement augmenté leur part de TIPP ces dernières années, la gauche demande maintenant que l'État diminue la sienne !

Voir aussi :

Coût de la vie, Grenelle de l'environnement, Pouvoir d'achat, Prix du gaz

Ministre concernée :

Christine Lagarde

PRIX DU GAZ

A RETENIR

- **Une hausse du prix du gaz contenue : 4 % au lieu des 6,1 % demandés par Gaz de France**
- **Pouvoir d'achat des ménages et compétitivité des entreprises préservés**

▶ Le prix du gaz au niveau mondial dépend du prix du pétrole : il est donc inéluctable que le gaz coûte de plus en plus cher.

▶ Le gaz est vendu en France par Gaz de France : si l'entreprise publique l'achète de plus en plus cher à l'étranger, elle est contrainte de le vendre de plus en plus cher.

▶ Nicolas Sarkozy a cependant demandé au gouvernement de mettre tout en œuvre pour que la hausse du prix de l'énergie soit limitée, afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises françaises.

▶ La récente augmentation de 4 % du prix du gaz, au 1er janvier 2008, entend préserver le pouvoir d'achat des Français. Après dix-huit mois de gel de ses prix, Gaz de France ne pouvait plus se permettre d'ignorer la hausse du coût de l'énergie. Mais, alors que l'entreprise demandait à l'État une hausse de 6,1 % des prix, le gouvernement a décidé que celle-ci ne serait que de 4 %, **soit une augmentation moyenne de 2,90 euros par mois pour un particulier se chauffant au gaz.**

Voir aussi :

Coût de la vie, Pouvoir d'achat, Prix des carburants

Ministre concernée :

Christine Lagarde

QR

RECHERCHE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Budget de la recherche publique en 2008 : + 1,8 milliard d'euros**
- **Triplement du crédit impôt-recherche pour la recherche privée**
- **Recherche environnementale : + 1 milliard d'euros sur quatre ans**

▶ Pourquoi encourager la recherche en France ?

- La recherche, ce sont les emplois de demain.

- *L'effort français de recherche est trop faible* avec seulement 2,13 % du PIB français.

- La compétition mondiale dans le domaine de la recherche est de plus en plus rude : la France ne peut pas se permettre d'être distancée.

▶ Nicolas Sarkozy s'est engagé, lors de la campagne présidentielle, à renforcer l'effort de recherche en France et à en faire une priorité du quinquennat.

▶ Cette promesse a été tenue :

- ***soutien à la recherche publique :*** en 2008, le budget de la recherche publique est en **augmentation de 1,8 milliard d'euros** par rapport à l'année précédente. En outre, la recherche publique n'est pas concernée par la réduction du nombre de fonctionnaires : ses effectifs sont maintenus pour 2008 ;

- *soutien à la recherche privée :* triplement et réforme du crédit impôt-recherche, qui incitera fortement les entreprises à accroître leur effort de recherche et d'innovation ;

- *soutien à la recherche environnementale :* 1 milliard d'euros sera consacré pendant les quatre prochaines années à la recherche sur le développement durable ;

- *soutien à la recherche sur la maladie d'Alzheimer.*

Voir aussi :

Alzheimer, Coût du travail, Grenelle de l'environnement, Lutte contre le changement climatique, OGM, Universités

Ministre concernée :

Valérie Pécresse

RÉCIDIVISTES

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Peines planchers**
- **La rétention de sûreté permettra de lutter contre la récidive des délinquants les plus dangereux**

▶ La lutte contre la récidive est le meilleur moyen de lutter contre l'insécurité :

- *l'essentiel des crimes et délits est commis par une minorité de délinquants récidivistes ;*

- *plus d'un condamné sur deux à de la prison ferme réitère dans les cinq ans suivant sa libération ;*

- *pour certaines infractions* (violences volontaires avec outrage, vol avec violence), *plus de 70 % des délinquants condamnés récidivent.*

▶ Les peines planchers ont été instaurées à l'été 2007 pour mieux lutter contre la récidive.

▶ **Afin d'éviter de relâcher trop tôt des individus dangereux, ces derniers pourront se voir appliquer une période de rétention de sûreté après la prison.** Cette rétention n'interviendra qu'après avis d'une juridiction spécialisée. La loi instaurant cette rétention de sûreté a été votée et est entrée en vigueur.

Voir aussi :

Délinquance des mineurs, Peines planchers

Ministre concernée :

Rachida Dati

REDEVANCE AUDIOVISUELLE

A RETENIR

- **Pas de redevance en 2008 pour les seniors modestes**
- **Pas de hausse de la redevance en 2008**

▶ **En 2008, comme en 2007, les personnes âgées les plus modestes seront exonérées de la redevance audiovisuelle** (cette exonération concerne aussi, comme auparavant, les personnes les plus fragiles).

▶ Cette mesure soutiendra leur pouvoir d'achat, alors qu'il était prévu par une loi de 2004 que les personnes âgées modestes devraient payer la redevance audiovisuelle en 2008.

▶ **Par ailleurs, la redevance n'a pas augmenté en 2008 :** 116 euros par an.

Voir aussi :

Impôts, Personnes âgées

Ministre concerné :

Éric Woerth

RÉFORME DE L'ÉTAT

EN COURS

A RETENIR

- **Améliorer la qualité du service rendu**
- **Faire des économies**

▶ Réformer l'État et moderniser l'administration, c'est permettre :

- aux usagers et aux chefs d'entreprise de gagner du temps dans leurs démarches ;
- aux contribuables de voir leur argent mieux utilisé avec moins de gaspillage ;
- aux fonctionnaires d'être mieux payés grâce aux économies réalisées.

▶ Des grandes administrations sont actuellement en cours de réforme, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy et du gouvernement :

- *fusion de services fiscaux* (Direction générale des impôts, Direction générale de la comptabilité publique), pour faciliter les démarches des contribuables et des entreprises ;
- *fusion de l'ANPE et de l'Unedic,* pour améliorer le service rendu aux chômeurs et mieux lutter contre le chômage ;
- *réforme de la carte judiciaire.*

▶ La réforme de la fonction publique est engagée, pour revaloriser les salaires et les carrières des fonctionnaires :

- *le non-renouvellement d'une partie des départs en retraite dans la fonction publique* permettra d'augmenter les rémunérations des fonctionnaires ;
- une *réforme plus vaste de la fonction publique* débutera bientôt, afin d'améliorer les perspectives de carrière des fonctionnaires et de mieux prendre en compte le mérite. La mobilité sera facilitée, y compris en dehors de la fonction publique.

▶ Le gouvernement a aussi engagé une « revue générale des politiques publiques », pour passer en revue l'ensemble des politiques menées par l'État et trouver des sources d'économies.

Voir aussi :

ANPE / Unedic, Carte judiciaire, Fonctionnaires, Services publics

Ministres concernés :

Rachida Dati, Christine Lagarde, André Santini, Éric Woerth

RÉGIMES SPÉCIAUX

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Le rétablissement de l'équité entre les salariés devant la retraite**
- **Un préalable à toute réforme ultérieure**

▶ Nicolas Sarkozy s'y était engagé pendant la campagne : les régimes spéciaux de retraites devaient être réformés, afin que tous les Français cotisent la même durée pour obtenir une retraite à taux plein et ainsi mettre fin à une injustice intolérable de notre système de retraites.

▶ Désormais, c'est fait ! Au terme des négociations, trois décrets ont réformé les régimes de retraite de la SNCF (15 janvier 2008), de la RATP (15 janvier 2008) et d'EDF et de Gaz de France (22 janvier 2008). Le président de la République et le gouvernement ont réussi là où tous les autres avaient échoué : rétablir l'égalité des Français devant la retraite.

▶ Il était nécessaire de rétablir l'équité entre tous les salariés préalablement à toute modification à venir de notre système de retraite.

Voir aussi :

Engagement, Personnes âgées, Retraites

Ministre concerné :

Xavier Bertrand

RETRAITES

EN COURS

A RETENIR

- **Nécessité de réformer les retraites**
- **Défendre la retraite par répartition**
- **Rendez-vous de 2008 pour parler de tous les sujets**
- **Hausse des petites retraites**
- **La réforme des régimes spéciaux était un préalable**

▶ Tout le monde est aujourd'hui conscient de la nécessité de réformer les retraites, pour assurer l'avenir de la retraite par répartition.

▶ La réforme des régimes spéciaux était un préalable, pour que tous les salariés soient égaux devant la retraite.

▶ Durant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy s'est engagé à poursuivre et à conforter la réforme engagée en 2003 (réforme Fillon).

▶ Cette question sera à l'ordre du jour d'un grand « rendez-vous » sur les retraites au premier semestre de cette année.

▶ Le débat portera alors en particulier sur deux sujets :

- la *durée de cotisation*, sachant que la loi Fillon de 2003 prévoit qu'elle passera de quarante à quarante et un ans en 2012 ;
- *les petites retraites.*

▶ Le gouvernement a d'ores et déjà annoncé une hausse des petites retraites : + 25 % pour le minimum vieillesse d'ici 2012, augmentation des pensions de réversion (de 54 à 60 % de la pension du conjoint décédé).

Voir aussi :

Petites retraites, Régimes spéciaux

Ministre concerné :

Xavier Bertrand

REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Travailler plus pour gagner plus**
- **Le travail doit toujours payer plus que l'assistance**
- **40 départements expérimentent le RSA, qui sera étendu à toute la France fin 2008**

▶ Revaloriser le travail, c'est d'abord s'assurer que chacun gagne plus en travaillant qu'en restant inactif. Le travail doit payer plus que l'assistanat.

▶ Aujourd'hui, trop de personnes préfèrent rester inactives, plutôt que de reprendre un emploi, car en perdant le bénéfice des aides sociales, elles gagneraient moins en travaillant qu'en ne travaillant pas.

▶ Le Revenu de solidarité active (RSA), idée de Martin Hirsch, a été repris par Nicolas Sarkozy. Son principe est simple : il garantit que la reprise d'un emploi n'entraîne pas une perte de revenu.

▶ Le RSA permet donc de :

- *lutter contre la pauvreté ;*
- *inciter à prendre un emploi ;*
- *lutter contre le chômage et l'exclusion.*

▶ Le RSA est pour l'instant expérimenté dans 40 départements.

▶ Il est destiné pour l'instant aux bénéficiaires du RMI et de l'allocation de parent isolé (API). S'ils reprennent un travail, il leur assure une augmentation de revenu pendant une durée pouvant aller jusqu'à trois ans.

▶ Le dispositif sera étendu à toute la France fin 2008.

Voir aussi :

Pauvreté, Pouvoir d'achat, Travailler plus pour gagner plus

Ministre concerné :

Martin Hirsch

S

SALAIRE DU PRÉSIDENT

A RETENIR

- **Nicolas Sarkozy ne gagne pas plus que son prédécesseur**
- **Son indemnité est désormais celle du Premier ministre et comparable à celle des autres chefs d'État étrangers**
- **Les dépenses privées du président de la République sont à sa charge**

▶ **Il est faux de dire que le président de la République gagne 140, 170 ou 200 % de plus que son prédécesseur !** Il gagne, en fait, moins : 19 331 euros net, contre 20 144 euros net pour l'ancien président de la République.

▶ **En revanche, il est vrai que son « indemnité », c'est-à-dire ce que la République lui donne pour vivre, a été alignée sur celle du Premier ministre :** 20 859 euros brut par mois.

> ● *Il y a quelque chose de choquant à ne pas indemniser le Président comme le Premier ministre.*
>
> ● *Il n'est pas normal que le président de la République française ne gagne pas l'équivalent de ses homologues étrangers.*

▶ **Il faut rappeler que le budget de l'Élysée ne prend pas en charge les dépenses privées du Président.** Celui-ci doit payer de sa poche ses vêtements, ses vacances ou la taxe d'habitation de son appartement à l'Élysée.

▶ **Pour la première fois, l'indemnisation du Président a été fixée par le Parlement, dans le respect de la démocratie.** Autrefois, c'était le Président lui-même qui fixait le montant de son indemnité, en la cumulant avec d'autres revenus comme des pensions, des indemnités diverses. Ce n'est plus possible aujourd'hui.

▶ **Ce qui prévaut désormais, c'est la *légalité* et la *transparence*.** C'est la première fois que tout le monde peut savoir combien gagne le président de la République.

Voir aussi :

Nouvelle façon de faire de la politique, Transparence

SALAIRES

EN COURS

A RETENIR

- **Des heures supplémentaires défiscalisées**
- **Rachat des jours de RTT non utilisés**
- **Possibilité de débloquer la participation**
- **Exonération du travail étudiant étendue**

▶ **Prisonniers du carcan des 35 heures et menacés de smicardisation, les salariés sont aujourd'hui au centre de la politique de relance du pouvoir d'achat initiée par le président de la République.**

▶ Depuis la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (Tepa) votée à l'été 2007, **les heures supplémentaires sont facilitées et mieux rémunérées.** Ainsi, un salarié gagnant 1 500 euros par mois dans une petite entreprise, effectuant 4 heures supplémentaires par semaine, verra son revenu annuel augmenter de l'équivalent d'un **13e mois**. Le premier bilan est plus qu'encourageant puisque, d'octobre à novembre 2007, le nombre d'heures supplémentaires effectuées a doublé grâce à cette nouvelle loi.

▶ **Depuis la loi sur le pouvoir d'achat du 8 février 2008 :**

- les salariés ont désormais **la possibilité de racheter leurs jours de RTT non consommés, avec une majoration de 25 % ;**

- il est possible de débloquer, par anticipation, les sommes acquises au titre de la participation ;

- dans les PME où la participation n'est pas obligatoire, une prime exceptionnelle de 1 000 euros, exonérée de charges sociales, par salarié pourra être versée.

▶ L'exonération d'impôt sur le revenu dont bénéficient les étudiants qui travaillent l'été ou pendant leur scolarité a été étendue à tous les élèves et étudiants de 25 ans, et son plafond passe à trois fois le montant mensuel du salaire minimum de croissance.

▶ Ces nouveaux dispositifs commencent à montrer leurs effets et, **grâce à la politique de libération du travail de Nicolas Sarkozy, la possibilité de « travailler plus pour gagner plus » n'est plus simplement une formule, mais bien désormais une réalité.**

Voir aussi :

Durée du travail - 35 heures, Étudiants, Heures supplémentaires, Pouvoir d'achat

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Christine Lagarde

SANTÉ

EN COURS

A RETENIR

- **De nouveaux moyens pour la politique de santé**
- **Mieux répartir l'offre de soins**
- **Donner à l'hôpital les moyens de son développement**

▶ Nicolas Sarkozy s'est engagé à préserver l'excellence du système de santé français et à garantir à chacun l'accès à des soins de qualité.

▶ Garantir l'accès aux soins des Français, c'est :

- *faciliter l'accès des ménages modestes à une assurance complémentaire santé :* le *chèque-santé*, d'un montant entre 100 et 400 euros, a été mis en place ;

- *faciliter l'accès à un médecin.* 2,6 millions de Français ont des difficultés à trouver un médecin. Il faut donc mieux répartir l'offre de soins sur le territoire. Trois pistes ont été évoquées par le gouvernement :

- *parce qu'il faut que le nombre de médecins généralistes s'adapte aux besoins des Français et à l'évolution de la population,* le « numerus clausus » (qui limite le nombre de médecins diplômés) doit être plus souple ;

- *il faut encourager les professionnels de santé à se regrouper* dans des « maisons de santé » pluridisciplinaires permettant d'assurer une prise en charge complète de la population dans un lieu donné ;

- *il faut aider les zones médicalement défavorisées* en incitant les médecins à s'y installer. Pour cela, il faut faciliter l'ouverture d'un cabinet secondaire ou apporter un soutien matériel à cette installation.

▶ Améliorer le fonctionnement des hôpitaux :

- **l'hôpital public doit avoir les moyens de son développement et de son ambition.** Pour cela, le président de la République veut réformer l'hôpital en profondeur. Une commission sur les missions de l'hôpital a été mise en place. Elle rendra ses propositions au printemps 2008.

▶ Financer la lutte contre le cancer, la maladie d'Alzheimer et le Sida grâce aux franchises médicales :

- à la demande du président de la République, le gouvernement se mobilise face aux grands enjeux de santé publique :

  - lutte contre le cancer et le Sida,

  - développement des soins palliatifs,

  - plan Alzheimer ;

- *pour financer ces engagements du président de la République, les franchises médicales offrent 850 millions d'euros de moyens supplémentaires.* Les franchises constituent un mode de financement solidaire.

▶ **Développer la prévention pour améliorer la santé des Français.** Il s'agit de l'un des axes majeurs de la politique de santé voulue par Nicolas Sarkozy et mise en œuvre par le gouvernement :

- *plus de moyens pour le dépistage de certains cancers* (sein, système digestif) ;

- *lutte contre la consommation de tabac* (interdiction de fumer dans tous les lieux ouverts au public à partir du 1er janvier 2008) ;

- *plus de sport à l'école* dans le cadre de l'accompagnement éducatif de 16 à 18 heures.

Voir aussi :

Alzheimer, Franchises médicales, Interdiction de fumer

Ministre concernée :

Roselyne Bachelot

SDF

EN COURS

A RETENIR

- **Plan Grand froid**
- **Plan pluriannuel en faveur des SDF**
- **250 millions d'euros pour la politique d'hébergement**

▶ Nicolas Sarkozy a fait de la lutte contre la pauvreté un engagement national :

- faire face à l'*urgence sociale, dans une période hivernale par nature très difficile pour les SDF ;*

- engager des réformes sur le long terme pour *réduire la pauvreté d'un tiers d'ici 2012.*

▶ *Face à l'urgence sociale,* le gouvernement a présenté le plan Grand froid 2007-2008 :

- *toute personne, quelle que soit sa situation administrative, doit pouvoir bénéficier d'un accueil et d'un hébergement.* Les capacités d'accueil, d'hébergement et d'insertion ont été renforcées avec l'ouverture des centres d'hébergement d'urgence de nuit.

▶ **Pour lutter durablement contre le phénomène des sans-abri,** le gouvernement a lancé, le 29 janvier 2008, **un plan d'action pluriannuel en faveur des personnes en situation de grande précarité.** Ce plan s'adresse en priorité aux SDF et à celles et ceux qui pourraient le devenir.

▶ Afin de donner un toit décent à chacun, ce plan permettra notamment :

- la mise en place d'une *politique de prévention des expulsions locatives ;*

- *la réhabilitation des centres d'hébergement et l'augmentation de leur capacité d'accueil ;*

- *la résorption de l'habitat indigne en quatre ans ;*

- la création d'un système d'assurance pour mieux *garantir les bailleurs contre les risques locatifs ;*

- la *mise en place effective du droit au logement opposable* avec la construction de logements ;

- l'obligation pour les communes dérogeant aux 20 % de logements sociaux de proposer désormais 30 % de logement sociaux dans leurs nouveaux programmes immobiliers (dans le cas contraire, les préfets pourront exercer un droit de préemption sur des logements).

▶ Le Premier ministre a, en outre, annoncé deux mesures immédiates :

- *la création d'un poste de préfet* placé sous son autorité, afin de coordonner sur le terrain « toutes les actions de lutte contre les problèmes des sans-abri » ;

- *le déblocage d'une enveloppe de 250 millions d'euros pour 2008* (soit une augmentation de 25 %) pour la politique d'hébergement.

Voir aussi :

Logement, Pauvreté

Ministres concernés :

Christine Boutin, Martin Hirsch

SÉCURITÉ

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Des peines planchers pour les récidivistes**
- **Délinquance : - 3,6 % en 2007**

▶ Depuis le début de sa présidence, Nicolas Sarkozy poursuit la politique de sécurité qu'il avait engagée en 2002.

▶ Les résultats de cette politique de sécurité pour l'année 2007 sont excellents :

- la délinquance générale *a baissé de 3,6 %* par rapport à 2006 ;
- les violences aux personnes ont reculé pour la première fois depuis douze ans.

▶ Mettre fin à la récidive est un objectif central de la politique de sécurité :

- la loi antirécidive, adoptée cet été, instaure des *peines planchers* pour les récidivistes, majeurs ou mineurs ; au 15 janvier 2008, plus de 4 400 décisions de justice ont été rendues sur le fondement de cette loi ;
- la loi sur la *rétention de sûreté* permettra de placer dans des centres fermés les délinquants sexuels dangereux, potentiellement récidivistes.

▶ La sécurité, c'est aussi défendre les victimes. C'est pourquoi ont été créés :

- un *service d'assistance au recouvrement des créances* pour les victimes d'infraction ;
- un *juge délégué aux victimes* dans chaque tribunal de grande instance.

▶ Afin d'améliorer encore ces bons résultats, les moyens humains et techniques de la sécurité vont être renforcés :

- *deux nouveaux groupes d'intervention régionale* (GIR) vont être créés, portant leur nombre total à 30 GIR ;
- *4 000 policiers supplémentaires viendront renforcer la sécurité des banlieues les plus touchées par la violence.* Des unités territoriales de

quartier, spécialement formées, sont actuellement expérimentées sur trois sites sensibles de Seine-Saint-Denis ;

- le nombre de caméras de *vidéoprotection* atteindra 1 million d'ici 2009 ;

- le gouvernement va proposer en 2008 une loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, qui permettra notamment de moderniser les moyens techniques mis à la disposition de la police.

Voir aussi :

Banlieues, Délinquance des mineurs, Peines planchers, Récidivistes

Ministres concernées :

Michèle Alliot-Marie, Rachida Dati

SÉCURITÉ SOCIALE PROFESSIONNELLE

EN COURS

A RETENIR

- **La réforme du contrat de travail (janvier 2008)**
- **La réforme de la formation professionnelle (à venir)**

▶ Pour inciter les entreprises à embaucher, **il est indispensable de rendre le marché de l'emploi plus flexible.** Mais **cette flexibilité doit être accompagnée pour les salariés d'une plus grande sécurité tout au long de leur vie professionnelle.**

▶ Le chômage ne doit plus apparaître comme une période longue et traumatisante. C'est l'objet de la « sécurité sociale professionnelle » promise par Nicolas Sarkozy durant la campagne.

▶ Le président de la République a confié à Christine Lagarde la mission de mettre en place une véritable « sécurité sociale professionnelle ».

▶ Le travail a déjà commencé :

- **la réforme du contrat de travail** est en cours (voir « Contrat de travail ») ;

- **la réforme de la formation professionnelle** sera engagée en 2008. Aujourd'hui 60 % des salariés n'ont pas accès à la formation professionnelle, malgré les sommes considérables qui y sont consacrées chaque année. **La réforme permettra de remettre à plat l'ensemble du système pour offrir concrètement à chacun la possibilité de se former** tout au long de sa vie professionnelle ;

- **la fusion ANPE / Unedic :** sécuriser le parcours professionnel, c'est aussi garantir à toutes les personnes au chômage un soutien personnalisé et un accompagnement vers l'emploi plus efficace. C'est l'objet de la fusion de l'ANPE et de l'Unedic.

Voir aussi :

ANPE / Unedic, Contrat de travail

Ministre concernée :

Christine Lagarde

SERVICE MINIMUM À L'ÉCOLE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Les enfants et les familles ne seront plus pris en otage lors de grèves**
- **La vie des familles est facilitée**
- **Des municipalités de gauche ont refusé d'appliquer le service minimum**

▶ La grève à l'école, ce sont des familles qui ne savent pas comment s'organiser pour ne pas laisser leurs enfants seuls : prendre un jour de RTT ? confier l'enfant à un membre de la famille ?

▶ Nicolas Sarkozy a demandé à Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, de mettre en place un service minimum dans les écoles maternelles et primaires, c'est-à-dire les écoles qui accueillent les plus jeunes enfants (ceux qui exigent une garde permanente).

▶ Avec le service minimum, les parents ont l'assurance que leurs enfants seront gardés à l'école, même les jours de grève.

▶ Ce dispositif ne coûte rien au contribuable : il est financé par des retenues sur les salaires des enseignants grévistes.

▶ L'expérimentation menée lors de la grève du 24 janvier a été un succès. 1 750 communes se sont portées volontaires. Une généralisation interviendra à la prochaine rentrée scolaire.

▶ Il est dommage de constater que les municipalités de gauche, pour des raisons strictement politiques, ont refusé de mettre en place ce service minimum, au détriment des enfants et des parents de leurs communes.

Voir aussi :

École, Familles

Ministre concerné :

Xavier Darcos

SERVICE MINIMUM DANS LES TRANSPORTS

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Négociations obligatoires avant le déclenchement de la grève**
- **Organisation d'un service minimum répondant aux besoins des usagers**

▶ La mise en place d'un service minimum dans les transports était un engagement de campagne de Nicolas Sarkozy.

▶ Cet engagement a été tenu grâce à la loi du 21 août 2007 : les Français ne seront plus les otages des mouvements de grève dans les transports publics terrestres :

- avant de lancer un mouvement de grève, *les syndicats doivent organiser des négociations avec les employeurs* : le risque de grève est donc plus limité ;

- *les entreprises de transports publics doivent organiser un service minimum*, en lien avec les collectivités locales. C'est le cas de la RATP à Paris qui pourra, lors des prochaines grèves, proposer aux usagers un service minimum.

▶ **Plusieurs régions socialistes, notamment la région Poitou-Charentes présidée par Ségolène Royal, ont refusé d'appliquer la loi,** qui leur demandait de participer à la définition des besoins des usagers en cas de grève. Ce faisant, elles ont retardé la mise en place du service minimum dans les transports.

▶ **Nicolas Sarkozy est parvenu à faire ce qu'aucun gouvernement n'était parvenu à faire auparavant, alors que les Français demandaient depuis longtemps un service minimum dans les transports.**

Voir aussi :

Service minimum à l'école, Services publics

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Dominique Bussereau

SERVICES PUBLICS

EN COURS

A RETENIR

- **Le service minimum dans les transports et dans l'Éducation nationale**
- **La fusion ANPE/Unedic**

▶ Le président de la République s'est engagé pendant la campagne à ce « que le service public soit au service du public ».

▶ Être attaché au service public comme l'est Nicolas Sarkozy signifie vouloir que le service public prenne mieux en compte les besoins des usagers.

▶ Le gouvernement a mis en place un service minimum dans plusieurs services publics, pour répondre aux attentes des usagers :

- *mise en place, depuis janvier 2008, d'un service minimum dans les transports terrestres*, pour que les usagers puissent continuer de se déplacer sans devenir les otages de conflits sociaux ;

- *mise en place d'un service minimum dans l'Éducation nationale (écoles maternelles et primaires).* Déjà testé avec succès fin janvier, il sera totalement effectif à la rentrée scolaire 2008.

▶ **La modernisation de certains services publics est en cours, pour un meilleur service rendu aux usagers :**

- La *fusion ANPE / Unedic* permettra la création d'un seul guichet pour faciliter la prise en charge des demandeurs d'emploi.

▶ **Le gouvernement souhaite mobiliser les fonctionnaires au service du changement et d'une modernisation du service public.** Les négociations avec les syndicats sur la gestion de la fonction publique sont en cours et doivent aboutir au printemps 2008.

Voir aussi :

ANPE / Unedic, Fonctionnaires, Réforme de l'État, Service minimum à l'école, Service minimum dans les transports

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Dominique Bussereau, Xavier Darcos, Christine Lagarde, André Santini, Éric Woerth

SINCÉRITÉ

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Un Président qui dit ce qu'il fait et qui fait ce qu'il dit**
- **Un président de la République qui assume ses choix**

▶ Nicolas Sarkozy l'a répété pendant la campagne : « Je veux tout dire avant pour pouvoir tout faire après » (15 mars 2007).

▶ Un an après, Nicolas Sarkozy continue de faire de la sincérité une vertu cardinale de son action :

- la sincérité, *c'est d'abord tenir un discours de vérité* sur les problèmes que connaît la France, sans tomber pour autant dans le « déclinisme » ;

- la sincérité, *c'est briser des tabous et parler des sujets cruciaux,* comme l'importance du travail et du mérite, la question de l'immigration ou encore celle de la place des religions en France ;

- la sincérité, *c'est ensuite défendre les valeurs qui sont les siennes :* la liberté, le travail, le mérite, la responsabilité, la laïcité, l'égalité des chances, la transparence, le respect.

Voir aussi :

Engagement, Nouvelle façon de faire de la politique, Transparence

TRANSPARENCE

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Moderniser les institutions pour plus de transparence**
- **Un Président qui assume son action et sa vie privée**

▶ Nicolas Sarkozy a voulu que l'honnêteté et l'impartialité soient érigées en valeurs absolues de l'État. Une démocratie qui se veut irréprochable doit pouvoir compter sur des dirigeants qui ne craignent pas la transparence.

▶ Le président de la République veut rendre des comptes sur son action et ne rien dissimuler.

▶ La réforme des institutions qu'il propose va dans ce sens :

- possibilité pour le Président de *rendre compte de son action régulièrement devant le Parlement et les élus du peuple ;*
- *contrôle accru de l'action gouvernementale* par le Parlement ;
- *transparence du budget de l'Élysée,* vote de la rémunération du Président par le Parlement et contrôle par la Cour des comptes.

▶ Nicolas Sarkozy n'hésite pas à aller devant les Français pour expliquer son action, que ce soit dans les médias ou sur le terrain.

▶ Cette exigence de transparence vaut enfin pour sa vie privée : le Président assume cette vie privée, dont il n'a pas à avoir honte, mettant enfin un terme aux pratiques aussi opaques qu'hypocrites du passé.

Voir aussi :

Engagement, Institutions, Nouvelle façon de faire de la politique, Sincérité

TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Heures supplémentaires**
- **Rachat des jours de RTT**

▶ Nicolas Sarkozy a promis durant la campagne présidentielle de permettre à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire.

▶ Cette promesse a été tenue :

- défiscalisation des heures supplémentaires, qui sont payées 25 % de plus, pour les salariés du privé comme pour les fonctionnaires ;
- possibilité de racheter ses jours de RTT, pour échanger du salaire contre ses heures de repos ;
- travailler le dimanche en gagnant le double ;
- défiscalisation du travail étudiant ;
- revenu de solidarité active (RSA) ;

▶ Travailler plus pour gagner plus, ça fonctionne, comme en témoigne le succès des heures supplémentaires.

▶ Travailler plus pour gagner plus, c'est le meilleur moyen d'augmenter son pouvoir d'achat.

Voir aussi :

Durée du travail - 35 heures, Pouvoir d'achat, Salaires

Ministres concernés :

Xavier Bertrand, Martin Hirsch, Christine Lagarde

TVA SOCIALE

A RETENIR

- **Il n'y a pas de projet de TVA sociale**
- **La question avait été abordée dans le cadre du débat sur la baisse du coût du travail**

▶ La TVA sociale a été un malentendu.

▶ S'il a été question de la TVA sociale, c'est parce qu'il y a un problème de coût du travail en France et que certains pays l'ont appliqué avec succès.

▶ Quand il a été question de la TVA sociale, c'était pour dire « il faut *étudier* cette solution et voir si elle est dans l'intérêt de la France ». Rien de plus, et surtout pas de projet « secret ». Il faut d'abord débattre pour ensuite décider.

▶ Ce débat était nécessaire, car tout le monde reconnaît qu'il faut être prudent avec la TVA sociale :

- la TVA sociale est l'un des *moyens de diminuer le coût du travail,* comme en Allemagne, et de soutenir la création d'emplois ;
- la TVA sociale *peut cependant avoir des effets négatifs sur les prix ;*
- Nicolas Sarkozy disait lui-même, durant la campagne, que ce qui était envisageable, c'était une « expérimentation » de la TVA sociale, pour savoir quels seraient ses effets.

▶ **Dans tous les cas, il n'y a pas de projet de mise en place de la TVA sociale même après les municipales, contrairement à ce que disent les socialistes.** Il y a seulement une volonté de trouver le moyen de baisser le coût du travail pour créer de l'emploi. Quel sens y aurait-il à adopter la TVA sociale, si elle diminue le pouvoir d'achat des Français, alors que le pouvoir d'achat est précisément la priorité du gouvernement ?

Ministres concernés :

Éric Besson, Christine Lagarde

U

UNIVERSITÉS

PROMESSE TENUE

A RETENIR

- **Budget de l'université 2008-2012 : + 15 milliards d'euros cumulés en cinq ans**
- **Des universités autonomes, avec de vrais campus**
- **Des universités devenant de véritables tremplins vers l'emploi**

▶ Les universités françaises vont très mal :

- *l'échec des étudiants est élevé :* 90 000 étudiants sortent chaque année de l'université sans diplôme ;

- *être diplômé d'une université ne protège plus du chômage :* plus de la moitié des étudiants titulaires d'un bac + 4 sont encore au chômage un an après la fin de leurs études ;

- les universités françaises ne sont plus des universités de premier plan mondial. Dans le classement mondial des universités, la première université française n'apparaît qu'au 45e rang (Paris VI, Pierre-et-Marie-Curie).

▶ Réformer les universités :

- c'est assurer aux étudiants les meilleures chances de réussite ;

- c'est aussi donner à la France les moyens de gagner la bataille de l'innovation, en se dotant d'universités de renommée mondiale, capables de concurrencer les grandes universités étrangères ;

- *c'est préparer l'avenir : celui des jeunes et celui de la France.*

▶ **Nicolas Sarkozy s'était engagé durant la campagne présidentielle à réformer les universités en les rendant plus autonomes,** c'est-à-dire maîtres de leurs choix, **et à en finir avec la crise des universités. Cet engagement a été tenu à l'été dernier.**

▶ Grâce à la réforme des universités, **les étudiants pourront bénéficier :**

- d'une *orientation plus efficace ;*
- d'études avec *de vrais débouchés,* pour ne pas se retrouver sans emploi après avoir fait des études ;
- d'un *meilleur encadrement* de la part des enseignants ;
- de l'opportunité donnée à *leur université de gérer elle-même son budget et son patrimoine,* afin de répondre au plus près aux besoins de ses étudiants.

▶ **La réforme des universités s'accompagne de moyens financiers importants :**

- *dès 2008, c'est 1 milliard d'euros chaque année en plus pour les universités,* soit 15 milliards d'euros supplémentaires cumulés d'ici 2012 (1 milliard d'euros en 2008, 2 milliards d'euros en 2009, 3 milliards d'euros en 2010, etc.) ;
- la mise en vente d'une partie du capital d'EDF a permis de dégager *3,7 milliards d'euros pour financer la construction de grands campus universitaires* (plan Campus, présenté le 6 février 2008).

▶ **Il y a beaucoup de mensonges sur la réforme des universités.** La gauche joue sur les peurs des étudiants pour empêcher une réforme indispensable qui est dans l'intérêt de tous :

- *ce ne sera pas l'université à deux vitesses :* au contraire, cette réforme vise à assurer la réussite de tous les étudiants, alors qu'aujourd'hui il faut le plus souvent avoir fait une grande école pour réussir vraiment. **Les études à deux vitesses, c'est le système actuel avec, d'un côté, les grandes écoles et, de l'autre, les universités. Cette réforme, c'est l'excellence pour tous ;**
- *les frais d'inscription seront toujours fixés au niveau national,* donc les mêmes pour tous et la lutte contre les frais d'inscription abusifs est renforcée ;

- *les universités seront toujours financées par l'État,* même si des entreprises pourront participer à ce financement. Il n'est pas absurde que ceux qui embauchent les étudiants aient leur mot à dire sur certaines formations (par exemple, pour les études dans le marketing ou la gestion des entreprises).

▶ Rapprocher les universités des entreprises, c'est rapprocher les étudiants de l'emploi.

Voir aussi :

École, Étudiants, Jeunes

Ministre concernée :

Valérie Pécresse

V

VIE PRIVÉE

A RETENIR

➲ **Le choix de la transparence et de la vérité**

▶ Le président de la République a fait le choix courageux de la transparence et de la vérité, à la différence de certains de ses prédécesseurs.

▶ Compte tenu des deux personnalités concernées (le président de la République et une artiste réputée), il fallait s'attendre à ce que les médias s'emparent de ce sujet, de manière excessive.

▶ Le Président est désormais installé dans sa nouvelle vie. L'exposition médiatique va aller en diminuant.

▶ Il est dommage que les médias aient préféré parler à outrance de la vie privée du président de la République, plutôt que du bilan du gouvernement et des réformes engagées, c'est-à-dire ce qui intéresse vraiment les Français.

▶ Nicolas Sarkozy a toujours travaillé avec courage et détermination au service des Français.

Voir aussi :

Transparence

Notes

Rédaction : Direction des Études
Conception/réalisation : Direction de la Communication